

# **RAPPORT SUR LA CARTOGRAPHIE DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES**

Réalisé pour le compte de la



**CCIHC**  
**Chambre de Commerce et d'Industrie Haitiano-Canadienne**

Dans le cadre du partenariat avec :

**Le PNUD**  
**Le Programme des Nations Unies pour le Développement**



**Par :**



*Crescendo*

**Nathalie Pierre-Louis Laroche**

**Le 26 Mars 2020**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Sommaire exécutif .....</b>	<b>4</b>
<b>Liste des tableaux.....</b>	<b>7</b>
<b>Liste des figures.....</b>	<b>8</b>
<b>1- Le contexte.....</b>	<b>9</b>
1.1 Le contexte de la cartographie .....	9
1.2 Le milieu des affaires en Haïti .....	11
1.3 Le contexte de la RSE en Haïti.....	12
<b>2- La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) définition et normes.....</b>	<b>14</b>
<b>3- Objectifs de la cartographie .....</b>	<b>19</b>
<b>4- Méthodologie et déroulement.....</b>	<b>19</b>
4.1 Implication des Partenaires .....	20
4.2 Format de l'enquête .....	20
4.3 Conception du formulaire de collecte de données et validation .....	21
4.4 Diffusion de l'enquête.....	23
4.5 L'équipe d'enquêteurs .....	23
4.6 Validation des données.....	24
<b>5 Analyse des résultats .....</b>	<b>25</b>
5.1 Section des informations d'ordre générique sur l'entreprise.....	25
5.2 Section positionnant l'entreprise par rapport à la RSE et son appropriation.....	26
5.3 Section déterminant le positionnement des entreprises quant aux piliers RSE.....	30
A- Pilier portant sur les Relations et Conditions de travail: .....	30
B- Pilier relatif aux Consommateurs:.....	34
C- Pilier portant sur la Loyauté des pratiques d'affaires:.....	35
D- Pilier portant sur la Gouvernance de l'organisation (Actionnaires): .....	37
E- Pilier portant sur l'Environnement: .....	42
F- Pilier portant sur les communautés et le développement local :.....	45
5.4 Section relative à l'implication éventuelle des entreprises au salon de la RSE .....	47
<b>6 Recommandations.....</b>	<b>50</b>

6.1	Aux entreprises : .....	50
6.2	Aux associations patronales.....	51
6.3	Aux partenaires de la société civile.....	53
6.4	Au gouvernement .....	53
<b>7</b>	<b>Leçons apprises .....</b>	<b>56</b>
<b>8</b>	<b>Conclusion.....</b>	<b>58</b>
<b>9</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>60</b>
<b>10</b>	<b>Références: .....</b>	<b>61</b>

## **Sommaire exécutif**

Dans le cadre du partenariat PNUD-CCIHC, plusieurs activités ont été réalisées. Après les activités de sensibilisation et de formation, la cartographie des pratiques RSE des entreprises a pour principal objectif, bien sûr d'inventorier les bonnes pratiques mais aussi de sensibiliser, à travers les questions posées, les entreprises à ce qu'elles font déjà ou pourraient faire en matière de RSE et d'avancement des ODD. Ce relevé effectué, permettra de plus de:

- Établir une base de connaissance en matière de RSE accessible aux divers acteurs;
- Poser les bases d'un réseau favorisant le partage et l'enrichissement de l'expérience mutuelle des acteurs;
- Dégager des perspectives pour favoriser l'avancement de la RSE et des ODD en Haïti.

Un recensement du ministère du Commerce et de l'Industrie en 2014 a établi que les petites et micro entreprises constituent plus de 90% de notre écosystème. Évoluant dans un contexte macro-économique où tous les indicateurs sont au rouge et aggravés par une instabilité politique et sociale récurrente, nos entreprises luttent pour leur survie et la Responsabilité Sociale ou RSE demeure un défi de taille. Grâce aux efforts conjoints de différentes associations patronales et binationales plus de 600 entreprises ont été contactées et 105 entreprises, employant près de 22,000 personnes, ont participé à la collecte d'information.

Le rapport détaillé ici-bas, analyse les résultats et les réponses obtenues afin de dégager les opportunités d'accompagnement des entreprises pour favoriser l'avancement des objectifs de développement durable, ODD et mobiliser ainsi, le secteur privé à apporter sa contribution.

Le constat est clair, les entreprises sont de plus en plus sensibilisées aux pratiques responsables dans la conduite de leurs affaires (80%). Elles sont principalement motivées par des facteurs de productivité, d'image d'entreprise et d'obligations légales ce qui déterminent leurs activités.

Le Pilier relié aux conditions de travail des employés, demeure l'axe le plus actif des entreprises. Néanmoins, il y a opportunité d'amélioration en ce qui a trait à certaines bases telles que la mise en place de règlement intérieur (23% des entreprises n'en n'ont pas), l'existence d'une grille salariale (25% n'en n'ont pas), l'accès à des services de base et/ou essentiels. L'accès à la

formation, à la couverture santé et aux prêts sont les avantages sociaux les plus courants, faisant ressortir l'opportunité d'améliorer la qualité des emplois offerts par les entreprises.

La notion d'équité de genre est aussi à travailler puisque mal interprétée par les entreprises qui la confondent soit à la féminisation de certains emplois ou à une ouverture aux femmes, de postes traditionnellement masculins.

Les entreprises disent, dans le pilier relié aux consommateurs, être soucieuses de leurs clients, gage de leur pérennité en affaires. Se traduisant par le souci de leur sécurité et le partage d'informations.

En ce qui a trait aux pratiques d'affaires loyales, des avenues d'opportunités se dégagent là pour intégrer dans les approvisionnements, des règles d'achats plus durables : qu'il s'agisse de consommation locale, de la prise en compte de critères sociaux/environnementaux ou même de partenariat avec les fournisseurs.

Le Pilier Gouvernance des organisations traduit, à tout le moins, le désir des entreprises à évoluer dans un environnement plus transparent, plutôt que la réalité d'une Haïti classée parmi les pays les plus corrompus de la région, après le Venezuela, en occupant la 168<sup>ème</sup> position/180 pays dans le classement de 2019 de *Transparency International*<sup>1</sup>. Le fonctionnement informel de 80% des entreprises demeurent une des pistes majeures d'amélioration en matière de RSE.

Le Pilier Environnemental ainsi que le Pilier Communautaire laissent entrevoir une disposition des entreprises à comprendre certains enjeux et à adopter des comportements plus responsables, qui pourrait être davantage mise à contribution pour accroître les impacts. Encore une piste d'opportunité, qui reste à être exploitée.

Cette cartographie, une première pour les entreprises et le secteur privé aura eu l'avantage de faire ressortir les bonnes pratiques des entreprises et surtout de dégager les avenues de travail pour les différents acteurs œuvrant à faire avancer les Objectifs de Développement Durable. Des entreprises très impliquées ont même témoigné de leur volonté à assumer un leadership plus présent auprès du grand public pour inspirer et motiver leurs pairs.

---

<sup>1</sup> <https://www.transparency.org/country/HTI#>

La Chambre de Commerce et D'Industrie Haitiano-Canadienne, CCIHC remercie sincèrement le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) d'avoir permis, par l'entremise de son support et de son accompagnement financier, la réalisation de cette cartographie qui sera disponible aux acteurs, pour fin de consultation.

De plus nous tenons à remercier toutes les entreprises participantes à la cartographie ainsi que tous les partenaires qui ont contribué à la réalisation de ce projet, parmi lesquels nous citons :

- L'Association des Industries d'Haïti – ADIH
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ouest - CCIO
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Haïtienne – CCIFH
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Américaine en Haïti- AMCHAM
- La Chambre de Commerce et d'Industrie des Femmes- CCFEH
- Sa Se Biznis Pam – SSBP
- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Nord – CCIN
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Artibonite – CCIA
- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Sud – CCIS

La Chambre de Commerce et d'Industrie Haitiano-Canadienne renouvelle son engagement à continuer à œuvrer pour un secteur privé engagé envers la RSE et l'intégration de pratiques socialement responsables.



## Liste des tableaux

Tableau 1: Le tableau récapitulatif des questions du formulaire en liens avec les ODD. ....	22
Tableau 2: Répartition des entreprises participantes, par secteur d'activité.....	26
Tableau 3:Raisons motivants l'intégration de la RSE et des ODD à la stratégie d'entreprise. ....	29
Tableau 4: Stratégies RSE & domaines d'interventions.....	30
Tableau 5: Synthèse des commentaires et suggestions des participants à la cartographie .....	49

## Liste des figures

Figure 1: Les 10 principes du Global Compact .....	15
Figure 2: Les 7 questions centrales de ISO 26000 .....	17
Figure 3: Répartition géographique des entreprises participantes à la cartographie .....	25
Figure 4: Proportion des entreprises familiales avec le concept de RSE .....	26
Figure 5: Proportion d'entreprises engagée dans une démarche de RSE .....	27
Figure 6: Avantages sociaux accordés aux employés.....	31
Figure 7: Actions des entreprises en matière de santé et sécurité au travail.....	32
Figure 8: Les entreprises et leur paiement des obligations légales relatives à leurs employés ....	32
Figure 9: Proportion des ent. priorisant le «Consommé local» dans leurs approvisionnements. .	36
Figure 10: Proportion des entreprises utilisant des pratiques courantes de concurrence loyale ...	36
Figure 11: Proportion des ent. renforçant la RSE de leurs fournisseurs via un code de conduite.	37
Figure 12: Gouvernance des entreprises: Transparence, fiscalité et lutte contre la corruption ....	39
Figure 13: Proportion des entreprises utilisant le triple bilan (économique, social et environnemental).	39
Figure 14: Proportion des ent. utilisant le lobby des associations patronales pour la RSE .	39
Figure 15: Proportion des entreprises communiquant sur leurs implications RSE. ....	40
Figure 16: Utilisation responsables des ressources.....	43
Figure 17: Proportion des entreprises travaillant à limiter leurs impacts environnementaux.....	43
Figure 18: Proportion des entreprises travaillant à protéger l'environnement. ....	44
Figure 19: Proportion des entreprises s'impliquant dans des activités communautaires. ....	45
Figure 20: Proportion des ent. s'impliquant dans des activités RSE créatrices de richesse.....	46
Figure 21: Proportion des ent. intéressées à être partie prenante d'un éventuel salon de la RSE.	47
Figure 22: Préférences des ent. sur le lieu éventuel pour la tenue d'un salon de la RSE.....	48
Figure 23: Préférences des ent. quant au jour éventuel de la tenue d'un salon de la RSE.....	48

# **CARTOGRAPHIE**

## **DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES**

### **1- Le contexte**

#### **1.1 Le contexte de la cartographie**

Dans le cadre du partenariat entre le PNUD et la Chambre de Commerce et d'Industrie Haitiano-Canadienne (CCIHC) visant à soutenir l'avancement des **Objectifs de Développement Durable (ODD)** à l'échelle pays plus particulièrement au sein du secteur privé et de la société civile, plusieurs activités devaient être réalisées.

La première activité, un déjeuner-causerie, visait à consulter, des membres du secteur privé sur l'idée d'un potentiel incubateur afin de stimuler des projets économiques à impacts sociaux.

La deuxième activité, le forum 1, visait à sensibiliser les acteurs de la société civile, les institutions et plus particulièrement les acteurs du secteur privé sur la nécessité d'adopter des approches plus responsables en tenant compte des principes de la Responsabilité Sociale des Entreprises telles que formulées par la norme ISO 26000 et alignées aux ODD

La troisième activité, le forum 2 lui visait à enclencher un processus d'engagement volontaire des acteurs du secteur privé aux principes de la RSE en élaborant les bases d'un code de conduite commun, qui constituerait la toile de fond soutenant ainsi la contribution des entreprises à l'avancement des ODD.

La quatrième composante du projet consistait à réaliser un inventaire des actions RSE des entreprises pour en établir une cartographie. Avant d'entrer dans le cœur du sujet il est important de comprendre de contexte dans lequel les entreprises haïtiennes évoluent globalement.

Sous fond d'instabilité et de crises continues, Haïti a connu peu de répit les deux dernières années. Entre les turbulences politiques liées à la nomination d'un premier ministre, la caducité du parlement, divers épisodes du phénomène « Peyi lòk », les raretés de carburant, les

manifestations contre la corruption et celles des policiers « Fantom 509 », la situation économique sociale et politique n'a cessé de se dégrader. En effet tous les indicateurs macroéconomiques sont au rouge :

- la Banque Mondiale relève en 2019 une contraction de 0.9% du PIB<sup>2</sup>.
- L'inflation galopante est estimée pour 2020 a un peu plus de 22% alors qu'elle atteignait déjà 17.35 % en 2019 et 12.89% en 2018<sup>3</sup>.
- Un taux de change en avril 2020 à 102.83 HTG alors qu'il était en décembre 2019 à 91.98 HTG et 77.18 HTG en décembre 2018<sup>4</sup>
- Avec un PIB par habitant de 765.7\$/habitant Haïti est le 19eme pays le plus pauvre de planète et le plus pauvre de la région Amérique<sup>5</sup>
- Classé 179eme sur 190 pays dans le classement « Ease of doing business 2020» (facilité à faire des affaires) de la Banque Mondiale<sup>6</sup> Haïti recule aussi dans le classement de « Transparency International » portant sur l'indice de perception de la corruption où elle passe de la 161<sup>ème</sup> place/ 180 en 2018 à la 168<sup>ème</sup> place en 2019.

A ce tableau peu réjouissant, cette cartographie se réalise sous fond de crise internationale du Covid-19 qui n'épargnant pas Haïti, risque d'avoir des conséquences majeures non seulement sur l'économie mondiale mais encore plus sur un pays déjà très fragilisé, ne disposant pas de ressources d'accompagnement sociales et fortement dépendantes des transferts de fonds de la diaspora.

---

<sup>2</sup> <https://www.banquemonddiale.org/fr/country/haiti/overview#1>

<sup>3</sup> <https://www.statista.com/statistics/575624/inflation-rate-in-haiti/>

<sup>4</sup> [https://www.brh.ht/wp-content/uploads/tauxdechange\\_chrono.pdf](https://www.brh.ht/wp-content/uploads/tauxdechange_chrono.pdf)

<sup>5</sup> [https://donnees.banquemonddiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?locations=HT-VE-ZA&name\\_desc=false](https://donnees.banquemonddiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?locations=HT-VE-ZA&name_desc=false)

<sup>6</sup> [https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/pdf/db2020/Doing-Business-2020\\_rankings.pdf](https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/pdf/db2020/Doing-Business-2020_rankings.pdf)

## 1.2 Le milieu des affaires en Haïti

A cette situation macro, il est nécessaire de comprendre quelle est la réalité du monde des entreprises dans notre contexte haïtien. Pour ce faire, nous nous sommes référés au Recensement des entreprises lancé en 2012 par le Ministère du Commerce et dont les résultats ont été rendus disponibles en 2014. Cette étude étant la plus importante réalisée sur cette thématique depuis les dernières années a relevée 66,643 entreprises sur tout le territoire national. Quelques faits majeurs de ce rapport :

- Plus de 90% des entreprises enregistrées sur le territoire auraient un chiffre d'affaires inférieur à 96,000 HTG<sup>7</sup> les plaçant bien en dessous de la catégorie micro entreprise. Les micro entreprises recensées n'atteindraient que 6.14%, les petites 3.22%, les moyennes 0.36% et les grandes 0.11%. L'entrepreneuriat serait alors utilisé, tel que le relève le rapport, plutôt comme une alternative au chômage.
- 96.1% des entreprises recensées fonctionneraient sous le statut d'entreprise individuelle dont plus de 80% ne seraient pas enregistrées donc opèreraient dans l'informel. Ce qui permet de déduire que les entreprises formelles seraient d'un peu plus de 13,300 pour toute l'étendue du territoire. Ce ratio, soit une entreprise pour plus de 9,000 habitants, nous laisse entrevoir l'ampleur de la tâche surtout en comparaison des 486 entreprises que compte la France pour le même nombre ou encore des 2,700 à Chypre.<sup>8</sup>
- 32% des entreprises, soient 4,265, se retrouveraient dans le département de l'ouest. Les départements du Nord et du Sud compteraient chacune 15% et l'Artibonite 10%.
- 81.6% des entreprises opèrent dans le secteur tertiaire sous la rubrique « Achat et vente biens/services » avec 1.2% seulement des entreprises œuvrant dans la transformation des matières premières.
- Le rapport riche en informations relève aussi que 1.2% des entreprises disposeraient d'un exercice comptable

---

<sup>7</sup> <https://lenouvelliste.com/article/127668/plus-de-90-des-entreprises-haitiennes-sont-inclassables>

<sup>8</sup> [https://www.challenges.fr/economie/2-fois-plus-d-entreprises-par-habitant-en-france-qu-aux-etats-unis\\_9841](https://www.challenges.fr/economie/2-fois-plus-d-entreprises-par-habitant-en-france-qu-aux-etats-unis_9841)

Une autre étude du CFI en 2018 portant cette fois-ci sur les Micros, petites et moyennes entreprises fait ressortir à nouveau l'importante proportion de ces micros entreprises dans l'économie haïtienne opérant un chiffre d'affaires à peine capable de répondre au besoin de subsistance du propriétaire. En effet, près de 80% enregistrent un chiffre d'affaires inférieur à 2,500,000 HTG. Mis en perspective, ce chiffre d'affaires se voit considérablement réduit par la dévaluation de la gourde citée plus haut, les coûts élevés d'accès à l'électricité, l'eau et au financement (3 freins majeurs relevés) et maintenant les coûts reliés à l'impact Covid-19.

### **1.3 Le contexte de la RSE en Haïti**

C'est donc dans cet environnement des affaires particulièrement difficile, où les entreprises luttent constamment pour leur survie, que la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) tente de percer.

Bien que, plusieurs entreprises se soient toujours impliquées dans des actions philanthropiques, les notions de stratégies RSE en Haïti sont relativement récentes. Les pionniers demeurent les industries de la sous-traitance au début des années 2000 qui, pour contenir les scandales internationaux des « *sweatshops* » ont été contraints d'adhérer à des codes de conduite imposés par leurs clients. Ces codes de conduite évolueront par la suite vers des certifications telles que ISO, WRAP, FLA.

La fragilisation de l'environnement politique, social, économique et environnemental va de plus en plus susciter le débat autour de la responsabilité des entreprises. Parmi les initiatives clés de l'évolution du débat localement citons :

- La création de l'Alliance pour la Gestion des Risques et la Continuité des Activités, AGERCA en 2007
- Des activités de la Chambre de Commerce et d'Industrie Haïtiano-Canadienne sur la rentabilité des entreprises responsables (2013) et la promotion de modèles féminins dans le secteur des affaires (2014, 2018, 2019)
- Des initiatives menées par la Fondation de France à travers les rencontres du Mécénat et de la philanthropie (2014 et 2015).

- L'Atelier sur la RSE organisé par la AMCHAM et Haïti Philanthropie (2015)
- La création de la Chambre de Commerce des Femmes Entrepreneures d'Haïti, CCFEH (2016).

Nous devons souligner aussi l'apport considérable des compagnies étrangères qui, bien que représentant une faible proportion des entreprises (0.3%)<sup>9</sup>, ont grandement contribué, de par leurs engagements à publiciser le concept de RSE. Pensons notamment à la Digicel et à son implication via la Fondation Digicel (2007, 10 mois après le lancement de ses opérations) et le concours Digicel Entrepreneurs de l'année (2010); ou encore la Brana-Heineken et son implication dans le projet SMASH intégrant le sorgho local dans leur production (2013) ou encore le Marriott Haïti faisant la promotion des produits locaux dans leur chaîne d'approvisionnement (2015).

---

<sup>9</sup> Recensement des entreprises haïtiennes: Ministère du Commerce et de l'Industrie(MCI). BRIDES, Déc. 2014

## 2- La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) définition et normes

On entend par Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), le fait pour les entreprises d'intégrer volontairement à leurs stratégies et opérations, les préoccupations sociales, économiques et environnementales de leurs parties prenantes. Bien qu'avec le temps plusieurs normes internationales et certifications spécifiques à certains domaines se soient développées, (Lucie, B Corp, etc.) nous regarderons de plus près les deux grands standards soit celui promu par Le Global Compact et la norme ISO 26000.

En 2000, alors que les États travaillent activement aux 8 objectifs du millénaire (OMD), sous l'initiative des Nations Unies, le Pacte Mondial ou Global Compact en anglais, est lancé afin de mobiliser les entreprises à s'impliquer, promouvant ainsi le concept d'entreprise citoyenne.

Inspiré de 4 documents majeurs soient : « La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme , La Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail de l'Organisation internationale du travail, La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, et de la Convention de l'ONU contre la corruption.»<sup>10</sup>, Le Global Compact a encouragé les entreprises à s'engager à travers 10 principes clés organisés autour de 4 thématiques que sont :

### A- Droits humains

Principe 1 : Les entreprises devraient soutenir et respecter la protection des droits de l'homme proclamés au niveau international; et

Principe 2 : s'assurer qu'ils ne sont pas complices de violations des droits de l'homme.

### B- La main d'œuvre

Principe 3 : Les entreprises devraient respecter la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective;

Principe 4 : élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire;

Principe 5 : abolition effective du travail des enfants; et

Principe 6 : l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

---

<sup>10</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte\\_mondial](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte_mondial)

## C- Environnement

Principe 7 : Les entreprises devraient soutenir une approche de précaution face aux défis environnementaux;

Principe 8 : entreprendre des initiatives pour promouvoir une plus grande responsabilité environnementale; et

Principe 9 : encourager le développement et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

## D- Anti-corruption

Principe 10 : Les entreprises devraient lutter contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

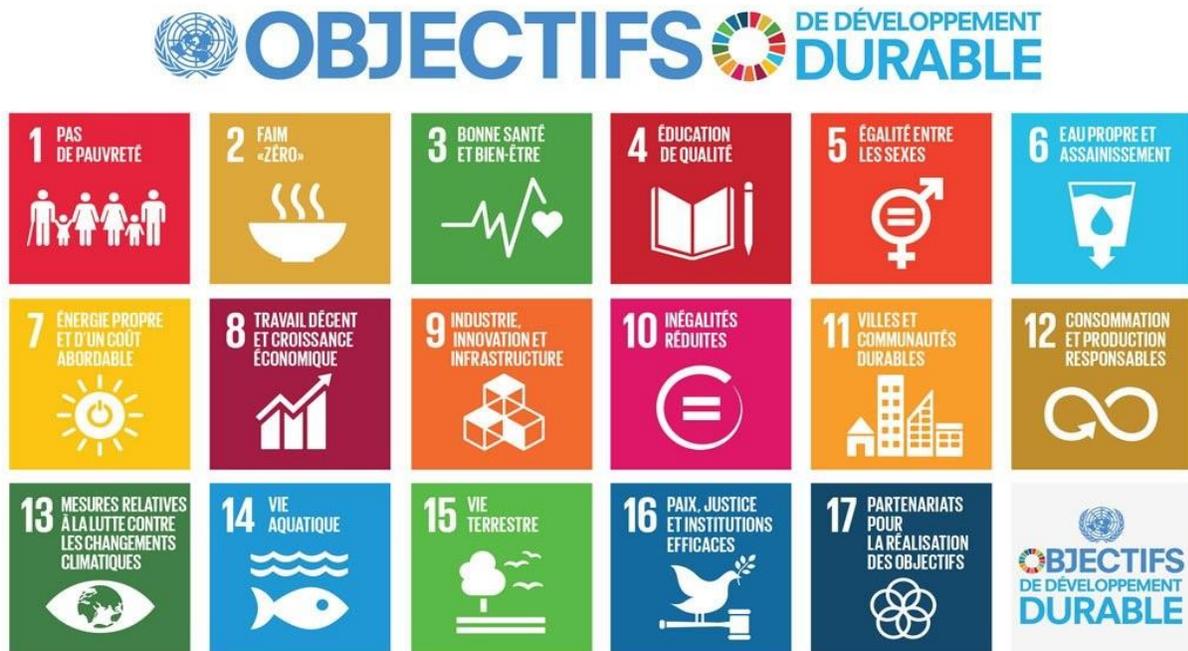


Figure 1: Les 10 principes du Global Compact <sup>11</sup>

L'adoption en 2016 des 17 Objectifs de Développement Durable dits ODD, renforcent la nécessité d'impliquer les divers acteurs particulièrement les entreprises, à ce chantier colossal que constitue les 17 ODD. Le Global Compact se positionne alors comme étant, au niveau international, la

<sup>11</sup> <http://www.globalcompact-france.org/p-28-les-10-principes>

principale plateforme des entreprises citoyennes avec plus de 9,500 compagnies réparties dans 160 pays.



12

Une autre norme importante en matière de RSE est celle établie par L'International Standard Organization, ISO 26000 qui encadre depuis novembre 2010 l'approche RSE des entreprises. Dans une démarche holistique, en identifiant les impacts des décisions et activités des entreprises, ISO 26000 favorise le dialogue avec les parties prenantes autour de 7 questions centrales ou piliers que sont :

- Le respect des droits de l'homme
- Les relations et conditions de travail
- L'environnement
- La loyauté des pratiques d'affaires
- Les relations aux consommateurs
- Les communautés et le développement local
- La gouvernance de l'organisation

<sup>12</sup> <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/news/communications-material/>

Utilisée davantage comme un guide, une référence, c'est une des rares normes ISO pour lequel il n'est pas possible d'obtenir une certification.

### Responsabilité sociétale : Les 7 questions centrales



Figure 2: Les 7 questions centrales de ISO 26000 <sup>13</sup>

Le partenariat CCIHC-PNUD s'inscrit donc dans cette mouvance internationale renforcée par une conjoncture locale difficile où il devient de plus en plus urgent pour les entreprises haïtiennes d'adopter des comportements plus responsables.

En effet, intégrée à la stratégie d'entreprise ou de l'institution, la RSE contribue à renforcer l'ancrage des entreprises et institutions dans leur communauté tout en favorisant la croissance économique et l'apaisement du climat social, d'où l'intérêt de la CCIHC sur le sujet.

La Responsabilité Sociale des Entreprises promu par la CCIHC, s'aligne sur les 7 questions centrales de ISO 26000 qui, tout en intégrant les 10 principes du Global Compact convenant à la

<sup>13</sup> <https://www.reponse-conso.fr/quest-ce-que-la-norme-iso-26000/iso26000/>

réalité des grandes organisations et multinationales, intègre les préoccupations d'affaires encore très d'actualité pour nos entreprises haïtiennes de plus petites tailles. En effet, les difficultés du contexte haïtien font que les entreprises restent encore préoccupées par l'aspect opérationnel qu'aborde ISO 26000 notamment en ce qui a trait aux relations avec les consommateurs, la loyauté des pratiques d'affaires, les communautés et le développement local ainsi que la gouvernance des organisations.

Dans cette perspective, la RSE, devient en fait, la transposition des 17 objectifs de développement durable (ODD) dans un langage que les entrepreneurs sont plus aptes à accueillir pour ainsi contribuer, à leur échelle, à l'avancement des ODD vis-à-vis desquels Haïti s'est engagée d'ici à 2030.

### **3- Objectifs de la cartographie**

Organisée par la CCIHC dans le cadre du projet avec le PNUD, la cartographie des entreprises et de leurs pratiques RSE a pour principal objectif bien sûr d'inventorier les bonnes pratiques mais aussi de sensibiliser, à travers les questions posées, les entreprises à ce qu'elles font déjà en matière de RSE ou encore à ce qu'elles pourraient faire. Les résultats obtenus de la cartographie pourront par la suite être partagés dans une perspective de renforcement des bonnes pratiques pouvant servir à inspirer d'autres entrepreneurs et contribuer au relèvement du standard des pratiques d'affaires haïtiennes.

Plus spécifiquement le projet portant sur la cartographie visait à :

- 1) Réaliser une cartographie des entreprises qui font de la RSE
- 2) Sensibiliser les entreprises Haïtiennes sur leurs actions et leurs apports aux ODD
- 3) Établir une base de connaissance en matière de RSE accessible aux divers acteurs
- 4) Poser les bases d'un réseau ou les acteurs peuvent partager et s'enrichir mutuellement
- 5) Partager les résultats et dégager des perspectives pour l'avancement de la RSE et des ODD

### **4- Méthodologie et déroulement**

La réalisation de la cartographie a nécessité plusieurs étapes et la méthodologie utilisée est détaillée dans cette présente section.

Néanmoins nous tenons à porter les précisions suivantes :

- Bien que plusieurs données statistiques puissent être dégagées de cette cartographie elle n'en constitue pas pour autant une enquête statistique en soi. Ceci relève davantage d'un inventaire des pratiques RSE actuellement utilisées dans le contexte des entreprises haïtiennes. De plus, compte tenu du large éventail des pratiques que les entreprises peuvent mettre en œuvre selon leurs défis, leur réalité et leurs ressources, la cartographie ne sera jamais statique et ne pourra à aucun moment, avoir l'ambition d'être exhaustive.
- La RSE étant avant tout une démarche volontaire des entreprises, la participation des entreprises à cette cartographie l'a été tout autant. Le fait pour elles d'y prendre part constitue une forme d'engagement à la RSE quant à « l'amélioration des pratiques d'affaires »

#### **4.1 Implication des Partenaires**

Cohérente avec son approche visant toujours à renforcer les institutions, la CCIHC a priorisé le partenariat avec les diverses associations patronales pour promouvoir et relayer l'enquête de la cartographie auprès de leurs membres.

Ceci partant du principe que les entreprises potentiellement intéressées à intégrer dans leurs opérations des stratégies RSE doivent avoir dépassé le stade minimal de survie et se retrouve au sein d'au moins une association ou regroupement du secteur privé.

Mis à part le Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD qui a permis la réalisation des diverses activités de RSE de la CCIHC, l'Association des Industries d'Haïti (ADIH) a été un partenaire clé de cette cartographie puisqu'elle s'est particulièrement impliquée activement sur la thématique de la RSE depuis le début.

De plus, ont été invité à participer à l'enquête les associations suivantes :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ouest - CCIO
- La Chambre Franco-Haïtienne de Commerce et d'Industrie – CFHCI
- The American Chamber of Commerce in Haiti - AMCHAM
- La Chambre de Commerce des Femmes Entrepreneures d'Haïti- CCFEH
- Sa Se Biznis P am – SSBP
- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Nord – CCIN
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Artibonite – CCIA
- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Sud – CCIS

Sur près de 600 entreprises contactées et relancées tant par courriel que par les enquêteurs, 105 ont répondu à l'enquête, représentant près de 22,000 emplois dans l'économie haïtienne.

#### **4.2 Format de l'enquête**

Les partenaires ont été invités à réagir sur la démarche proposée, le formulaire d'enquête et le mode de diffusion. Les commentaires ont ainsi été intégrés au mieux et le questionnaire raccourci

afin d'améliorer la participation et la collecte des informations. Le formulaire d'enquête est disponible en annexe pour fin de référence.

Afin de faciliter la diffusion de l'enquête, la collecte des réponses ainsi que l'entrée des données le même formulaire a été mis en format électronique en utilisant l'outil Google Forms. Les résultats ont été par la suite transféré dans une base de données Excel, que les acteurs pourront aisément consulter.

### **4.3 Conception du formulaire de collecte de données et validation**

Le formulaire de collecte de données a été conçu en tenant compte des activités précédemment réalisés (Forum 1 et 2) afin d'améliorer la qualité de l'information. Le Formulaire de collecte a été divisé en 4 grandes sections réparties telles que suit:

- 1) Des questions visant à collecter des informations d'ordre générique sur l'entreprise
- 2) Des questions visant à positionner l'entreprise par rapport à la RSE et son appropriation.
- 3) Des questions visant à saisir le positionnement des entreprises quant aux piliers de la RSE, traduisant alors les Objectifs de Développement Durable dans un langage d'entreprise : simple, facilement accessible concret et proche de leur réalité. Le tableau ci-bas récapitule la structure des questions en liens avec les ODD. Compte tenu de la réalité haïtienne, de l'envergure des défis auxquels font face déjà les entreprises et l'absence de positionnement et d'intérêt ressortis lors des activités RSE précédentes, le pilier relatif au droit de l'homme n'a pas été abordé auprès des entreprises. Ceci est aussi renforcé par le fait que le plaidoyer sur cette problématique relativement courante est menée sur le terrain par divers organismes spécialisés, reconnus et établis tels que le RNDDH et la Fondation Je Klere.
- 4) Des questions portant sur leur implication éventuelle au salon de la RSE.

Tableau 1: Le tableau récapitulatif des questions du formulaire en liens avec les ODD.

Piliers couverts dans le formulaire de collecte de données	ODD prioritaires adressés	ODD secondaires adressés
a) Pilier portant sur les Relations et Conditions de travail	<p><b>ODD 8</b> : Portant sur le travail décent et la croissance économique</p> <p><b>ODD 5</b> : Parvenir à l'égalité des sexes</p>	<p><b>ODD 3</b> : Permettre à tous de vivre en santé.</p> <p><b>ODD4</b> : Assurer l'accès à l'éducation et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (4.3 et 4.4)</p> <p><b>ODD 10</b> : Réduction des inégalités</p> <p><b>ODD 11</b> : Favoriser le développement de villes et de communautés durables</p>
b) Pilier relatif aux Consommateurs	<p><b>ODD 9</b> : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</p>	<p><b>ODD4</b> : Assurer l'accès à l'éducation et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (4.3 et 4.4)</p> <p><b>ODD 10</b> : Réduction des inégalités</p>
c) Pilier portant sur la Loyauté des pratiques d'affaires	<p><b>ODD 9</b> : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation.</p>	<p><b>ODD 12</b> : Promouvoir la consommation et la production responsables</p>
d) Pilier portant sur la Gouvernance de l'organisation	<p><b>ODD 16</b> : Promouvoir la paix, la justice et les institutions efficaces</p>	<p><b>ODD 17</b> développer des partenariats pour la réalisation des objectifs.</p>
e) Pilier portant sur l'Environnement	<p><b>ODD 11</b> : Favoriser le développement de villes et de communautés durables</p> <p><b>ODD 12</b> : Promouvoir la consommation et la production responsables</p> <p><b>ODD 14</b> : Préserver la vie aquatique et exploiter durablement les ressources.</p> <p><b>ODD 15</b> : Préserver les ressources terrestres.</p>	<p><b>ODD 6</b> : Garantir l'accès à l'eau relativement à la gestion durable de la ressource</p> <p><b>ODD 7</b> : Portant sur l'accès et l'utilisation des énergies propres et durables</p> <p><b>ODD 13</b> : Relativement à la lutte contre les changements climatiques</p>
e) Pilier portant sur les communautés et le développement local.	<p><b>ODD 10</b> : Réduction des inégalités</p> <p><b>ODD 1</b> Éliminer la pauvreté sous toutes formes</p> <p><b>ODD 8</b> : Portant sur le travail décent et la croissance économique</p> <p><b>ODD 9</b> : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</p>	<p><b>ODD 2</b> : Éliminer la faim</p> <p><b>ODD 3</b> : Permettre à tous de vivre en santé</p> <p><b>ODD 4</b> : Assurer l'accès à l'éducation</p> <p><b>ODD 6</b> : Garantir l'accès de l'eau à tous</p> <p><b>ODD 11</b> : Favoriser le développement de villes et de communautés durables</p>

#### **4.4 Diffusion de l'enquête**

Il a été convenu que les entreprises seraient contactées dans un premier temps par courriel, puis relancées, motivées et aidées d'enquêteurs pour améliorer le nombre de réponses.

Une lettre d'accompagnement introduisait l'enquête telle que suit :

*La Chambre de Commerce et d'Industrie Haïtiano-Canadienne, CCIHC, vous présente ses salutations et est heureuse de vous inviter, dans le cadre de notre partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Association des Industries d'Haïti (ADIH) à prendre part à notre enquête qui permettra d'élaborer une cartographie des actions de Responsabilité Sociale de nos entreprises.*

*La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) est l'engagement et la contribution des entreprises à l'avancement des 17 objectifs de développement durable (ODD) auxquels Haïti s'est engagé d'ici à 2030.*

*Cette enquête visant à répertorier ce que nos entreprises haïtiennes font actuellement en matière de RSE, permettra de :*

- 1) Inventorier les bonnes pratiques de nos entreprises;*
- 2) Partager les expériences et inspirer d'autres entrepreneurs;*
- 3) Poursuivre avec des activités porteuses de sens et de valeurs pour nos entreprises;*
- 4) Cibler où sont les besoins spécifiques d'accompagnement et de renforcement pour accroître les impacts.*

*Le processus prend en moyenne une vingtaine de minutes. Vous remerciant déjà de votre participation, soyez assuré que les informations recueillies demeureront confidentielles et seules les bonnes pratiques seront partagées pour fin de renforcement.*

*Notre équipe demeure à votre disposition pour toute question ou commentaire.*

#### **4.5 L'équipe d'enquêteurs**

La cartographie s'inscrivant dans une démarche de RSE, il était important pour la CCIHC que tout le processus soit cohérent aux valeurs responsables promues et que les impacts soient maximisés.

Aussi, le profil des enquêteurs a été établi tel que suit.

- Finissant universitaire du niveau Baccalauréat ou Licence provenant des programmes de Sc. Économiques, Gestion et administration ou de statistiques;
- Connaissances des outils informatiques;
- Excellente approche client;

- S'exprimant parfaitement en français et en créole.

Les partenaires habituels de la CCIHC œuvrant dans le milieu des jeunes universitaires, ont été sollicités pour mobiliser leurs réseaux et référer des candidats. Ainsi a-t-on mobilisé les partenaires suivants : l'Université Quisqueya (UNIQ), l'Inaguei et Haiti Efficace.

Soumis à un processus de sélection rigoureux, neuf (9) jeunes finissants ont ainsi été retenus et recrutés pour une période de 1 mois afin de réaliser la collecte des données. Ils ont reçu une formation durant une demi-journée notamment sur les thématiques suivantes : ce qu'est la RSE et le lien avec les ODD, comment remplir les formulaires tant papier qu'en format électronique, le savoir être avec les entrepreneurs sur le terrain, les questions et difficultés potentielles, le fonctionnement opérationnel et administratif avec la CCIHC. Le plan de formation est joint en annexe.

Le lien permettant de participer à la cartographie a largement été diffusée à travers notre site web, nos réseaux sociaux et en sollicitant la participation des diverses associations patronales. Plus de 600 entreprises ont ainsi été informées du processus en cours.

La collecte d'information a eu lieu sur une période de 1 mois allant du 13 février au 13 mars 2020.

#### **4.6 Validation des données**

Une fois les données recueillies et transformées en format électronique, une validation des résultats a été effectuée par la CCIHC afin d'éviter toute corruption des données ou de double entrée.

Les résultats de cette cartographie demeureront disponibles aux partenaires et au grand public notamment via le site internet de la CCIHC. Sous format de tableur, les résultats de l'enquête figurent dans les détails à l'exception des noms et coordonnées des entreprises afin de préserver leur confidentialité.

## 5 Analyse des résultats

Les résultats détaillés des répondants sont joints en annexe dans un fichier Excel ainsi qu'un fichier PDF.

La collecte d'informations a touché donc 105 répondants, des institutions formalisées, employant près de 21,800 personnes.

### 5.1 Section des informations d'ordre générique sur l'entreprise

Les répondants à l'enquête œuvrent principalement (89%) dans le département de l'ouest avec quelques-unes ayant des activités dans les provinces. Seuls 6 entreprises ont répondu œuvrant uniquement en région, soit 5 dans le Nord et 1 dans le Sud.

Les entreprises qui œuvrent au niveau national sont soit des grandes entreprises connues du public du genre des Institutions Financières, Digicel ou Comme Il Faut, ou encore des firmes Conseils qui mobilisent leurs ressources selon les besoins des projets.

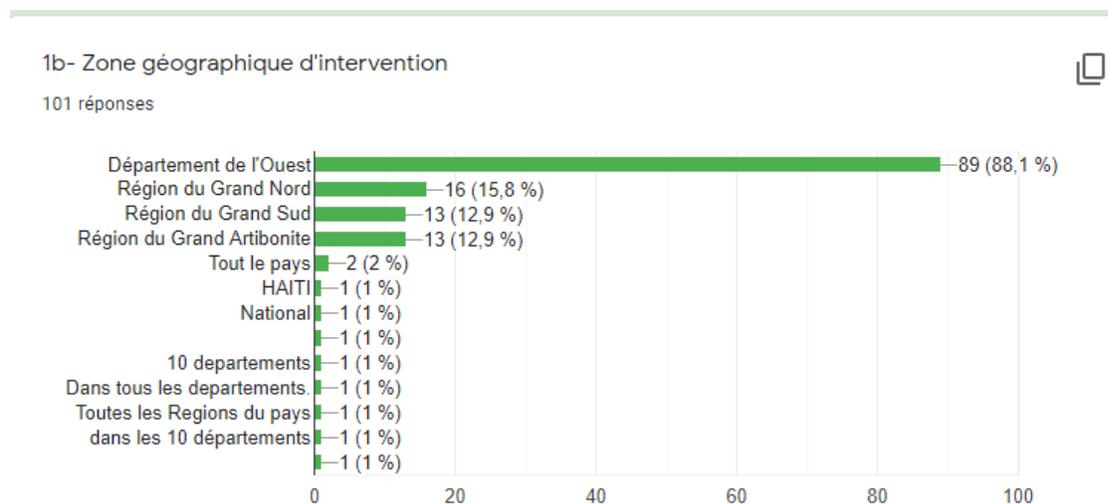


Figure 3: Répartition géographique des entreprises participantes à la cartographie

Le tableau suivant présente la répartition par secteur, des entreprises ayant pris part à la cartographie. Les entreprises œuvrant dans le secteur des services ont davantage participé avec 37 répondants. Serait-ce un indicateur que les entreprises de ce secteur auraient une meilleure disposition à intégrer des pratiques responsables dans leurs opérations?

De plus, la colonne relative à la moyenne d'employés par entreprise permet de voir les secteurs les plus générateurs d'emplois et sur lesquels il y aurait besoin d'agir pour accroître les impacts relatifs à l'amélioration des conditions de vie globale.

Tableau 2: Répartition des entreprises participantes, par secteur d'activité.

No	Secteurs	Entreprises	Employés	Nbre d'employés / Entreprise
1	Télécom	1	1,000	1,000
2	Manufacturier	14	9,497	678
3	Transport	1	360	360
4	Agro-industrie	14	3,019	216
5	Services	37	5,002	135
6	Commerce	21	2,627	125
7	Sanitation	2	59	30
8	Tourisme	8	233	29
9	Associations/coopératives	5	67	13
10	Energie	2	23	12
	<b>Total</b>	<b>105</b>	<b>21,887</b>	<b>208</b>

## 5.2 Section positionnant l'entreprise par rapport à la RSE et son appropriation.

La RSE a fait son chemin et plus de 80% des entreprises y sont sensibilisées, soit 2% de plus depuis le forum 1 de la mi-octobre dernier. À noter que la notion de Responsabilité Sociale des Entreprises date d'à peine 5 ans réellement en Haïti.

4- Etes-vous familier avec le concept de Responsabilité Sociale d'entreprise RSE?

106 réponses

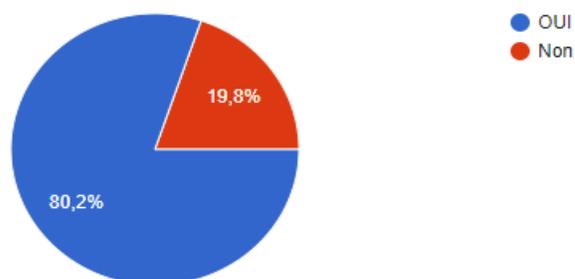


Figure 4: Proportion des entreprises familières avec le concept de RSE

Cette même avancée des pratiques responsables en entreprise se confirment. En effet, bien que la plupart des entreprises désirent mettre en œuvre une démarche RSE (94%), seules 63.2% des entreprises disent l'avoir effectivement fait contre 52% lors du Forum 1.

5- Votre organisation est-elle engagée dans une démarche formelle de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE)?

106 réponses

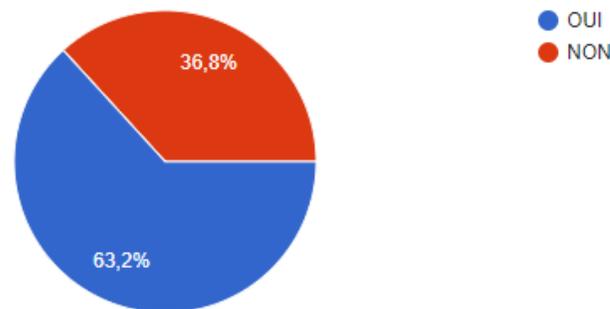


Figure 5: Proportion d'entreprises engagée dans une démarche de RSE

71% Des entreprises utilisent des ressources internes pour la mise en place de la RSE, les autres ayant fait appel à des ONG et à des consultants externes.

Cependant, les entreprises globalement, tardent à y investir réellement, puisque seules 40% ont dégagé un budget précis pour la RSE notamment via un pourcentage des revenus. On voit aussi émerger l'entreprise qui se définit « sociale » c'est-à-dire celle dont « l'objectif social ou sociétal d'intérêt commun est la raison d'être de l'entreprise ; ou encore celle dont soit les bénéfices sont principalement réinvestis dans l'entreprise ou encore le mode d'organisation et de gestion intègrent des principes démocratiques, participatifs, ou de justice sociale"<sup>14</sup>.

La notion de standards internationaux via des certifications restent très méconnues par les entreprises haïtiennes qui confondent ceux-ci avec les autorisations de fonctionnement des autorités étatiques. 9 entreprises disent détenir ou en cours d'obtention d'une certification. Les

<sup>14</sup> [https://www.lemonde.fr/economie/article/2011/10/31/actions\\_1596288\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2011/10/31/actions_1596288_3234.html)

plus courantes sont dans le secteur manufacturier avec le WRAP et le FLA, suivi de ISO et HACCP dans le secteur agro-industrie. La certification Bio n'a été notée que pour une entreprise et une nouveauté le « *Hult Prize* » qui reconnaît l'entreprise sociale.

La question 8 du sondage portant principalement sur les éléments motivants la stratégie RSE des entreprises fait ressortir leurs préoccupations liées à la performance de l'entreprise. Les motivations liées à la productivité, à l'image de l'entreprise et aux obligations légales, sont les trois premiers déclencheurs de la stratégie RSE. Le partage des valeurs, comme quatrième déclencheur est un prolongement du partage d'une vision de l'entreprise transmise à sa communauté.

Cette information est précieuse par le fait qu'elle permet de cibler spécifiquement quels sont les éléments qui intéressent les entreprises et quel est le langage à tenir pour attirer leur attention. Tout autre aspect, de la RSE ou des ODD devrait être abordé selon ces trois aspects : Productivité, Image et Obligations légales pour réellement être entendu des entrepreneurs en attendant de pouvoir réellement faire évoluer leurs valeurs vers des notions plus durables prenant en compte le bien commun.

Le tableau synthèse suivant résume les éléments motivants les entreprises à intégrer la RSE à leur stratégie et à travailler dans le sens des ODD :

Tableau 3: Raisons motivants l'intégration de la RSE et des ODD à la stratégie d'entreprise.

Motivation	Qté	%
Améliore la Productivité	43	20.87%
Image de l'entreprise	36	17.48%
Obligations légales	24	11.65%
Partage de valeurs	23	11.17%
Conditions de travail	13	6.31%
Climat de travail	13	6.31%
Résout des problèmes de la communauté et solidarité communautaire	12	5.83%
Fidéliser la clientèle	8	3.88%
Satisfaction client	8	3.88%
Préserver l'environnement	8	3.88%
Créer de la richesse et renforcer l'économie locale	8	3.88%
Durabilité	4	1.94%
Innovation	3	1.46%
Attire les investisseurs	2	0.97%
S'aligner aux ODD	1	0.49%
<b>Total</b>	<b>206</b>	<b>100.00%</b>

Aussi il n'est donc pas étonnant, comme le montre le tableau ci-bas présentant les champs d'intervention des stratégies RSE, que les stratégies de RSE mises en place soient principalement tournées vers a) Les employés et leurs familles b) Le partage et l'implication avec la communauté environnante. Les stratégies liées à l'environnement arrivent en troisième position des actions mises en œuvre par les entreprises. Ce résultat interpelle dans la mesure où on s'interroge est-ce la préoccupation de l'image de l'entreprise ou le partage d'une vision / valeur de l'entreprise se préoccupant réellement de l'environnement qui motivent ces actions liées à l'environnement.

L'analyse du tableau ci-bas démontre la diversité des champs d'intervention des entreprises, mais aussi les opportunités d'amélioration d'impacts notamment en ce qui a trait au :

- a) Renforcement des capacités clients pour améliorer la productivité des entreprises et accroître la sensibilité à la RSE et aux ODD, donc multiplier les impacts.
- b) La prise de conscience de la notion d'accessibilité aux services essentiels comme potentiels de développement et de croissance économique

- c) L'intérêt d'encadrer les jeunes d'autant que près de 52% de la population est âgée de moins de 24 ans<sup>15</sup>.

Tableau 4: Stratégies RSE & domaines d'interventions

Stratégies RSE & domaines d'intervention (Q 9)	Qté	%
Avantages pour leurs employés et leurs familles	24	22.64%
Partage et implication dans la communauté	13	12.26%
Environnement	12	11.32%
<b>Renforcement des clients et partenaires</b>	10	9.43%
Dons	8	7.55%
<b>Développement et accompagnement des jeunes</b>	8	7.55%
Renforcement du secteur d'activité	6	5.66%
Qualité du service	5	4.72%
Sport	4	3.77%
Education	4	3.77%
<b>Facilite l'accès aux services essentiels</b>	4	3.77%
Santé	2	1.89%
Création de richesse	2	1.89%
Respect des lois / gouvernance de l'organisation/ Ethique	2	1.89%
Implication à la vie associative	1	0.94%
Développement de partenariat	1	0.94%
<b>Total</b>	<b>106</b>	<b>100.00%</b>

### 5.3 Section déterminant le positionnement des entreprises quant aux piliers RSE.

#### *A- Pilier portant sur les Relations et Conditions de travail:*

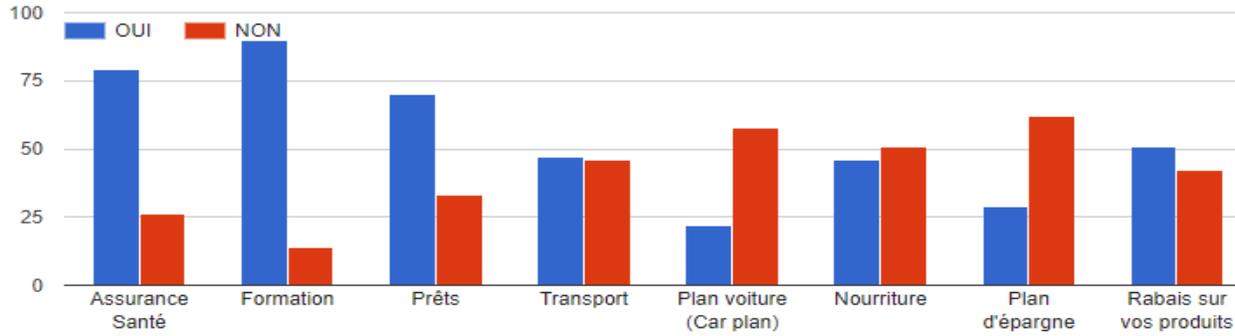
Sous ce pilier on retrouve toutes les questions relatives aux relations employeurs/employés ainsi que les conditions de travail. Ceci inclue, sans être limitatif, la protection sociale, le dialogue social, les questions relatives à la santé et sécurité au travail et tout ce qui a trait au développement

<sup>15</sup> <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ha.html>

du capital humain et à la formation en milieu de travail. Ce premier pilier couvre les ODD suivants :

ODD prioritaires adressés	ODD secondaires adressés
<b>ODD 8</b> : Portant sur le travail décent et la croissance économique	<b>ODD 3</b> : Permettre à tous de vivre en santé. <b>ODD4</b> : Assurer l'accès à l'éducation et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (4.3 et 4.4)
<b>ODD 5</b> : Parvenir à l'égalité des sexes	<b>ODD 10</b> : Réduction des inégalités <b>ODD 11</b> : Favoriser le dévelop. de villes et de communautés durables

Les réponses des entreprises se résument tel que suit :

	OUI	NON	PRÉCISER																											
10.1 Mise en place d'un règlement intérieur formel	77%	23% *	*Dont 3% > 100 employés Exigible selon le Code du Travail																											
10.2 Salaire basé sur une grille salariale formelle	75%	25%*	* Dont 2% > 100 employés																											
10.3 Les employés perçoivent au moins le salaire minimum légal	95%	5% *	*Le 5% relevant de TPE																											
10.4 Les avantages sociaux dont bénéficient les employés :																														
<p>10.4 Les employés bénéficient d'avantages sociaux :</p>  <table border="1"> <caption>Data for Figure 6: Avantages sociaux accordés aux employés</caption> <thead> <tr> <th>Avantage</th> <th>OUI (%)</th> <th>NON (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Assurance Santé</td> <td>77</td> <td>23</td> </tr> <tr> <td>Formation</td> <td>95</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>Prêts</td> <td>70</td> <td>30</td> </tr> <tr> <td>Transport</td> <td>48</td> <td>52</td> </tr> <tr> <td>Plan voiture (Car plan)</td> <td>22</td> <td>78</td> </tr> <tr> <td>Nourriture</td> <td>48</td> <td>52</td> </tr> <tr> <td>Plan d'épargne retraite</td> <td>30</td> <td>70</td> </tr> <tr> <td>Rabais sur vos produits</td> <td>50</td> <td>50</td> </tr> </tbody> </table>				Avantage	OUI (%)	NON (%)	Assurance Santé	77	23	Formation	95	5	Prêts	70	30	Transport	48	52	Plan voiture (Car plan)	22	78	Nourriture	48	52	Plan d'épargne retraite	30	70	Rabais sur vos produits	50	50
Avantage	OUI (%)	NON (%)																												
Assurance Santé	77	23																												
Formation	95	5																												
Prêts	70	30																												
Transport	48	52																												
Plan voiture (Car plan)	22	78																												
Nourriture	48	52																												
Plan d'épargne retraite	30	70																												
Rabais sur vos produits	50	50																												
10.5 Facilite l'accès des employés à d'autres services Ex : financiers, logement, bourse d'étude, etc.	52% *	48%	- Prêts internes sans intérêt - Prêts à la consommation - Bourses d'études et support scolaire à la rentrée des classes Sont les formes courantes																											

<p>10.7 Établi un dialogue avec les employés via un outil de communication formel.</p> <p>Réponse : Dialogue supposant une communication bidirectionnelle. Nous avons exclu des réponses mentionnant les bulletins, tableau d'affichage, mémo, etc. qui sont unidirectionnels.</p>	84%	18%	Après Whatsapp-13, Les faces à faces, politiques de portes ouvertes, RH demeurent les modes de communication les plus utilisés. Puis viennent les courriels-5, l'Intranet 5, autres réseaux 6, Boîtes à suggestions 6, enquête 1.
10.8 Organise des activités pour les employés	72%	32%	Sont soulignés : journées récréatives, fêtes de fin d'année et anniversaires. Les activités de partage communautaire et de team building sont rares.

10.9 Évalue et prévient les risques pouvant affecter la santé et la sécurité

10.9 Évalue et prévient les risques pouvant affecter la santé et la sécurité

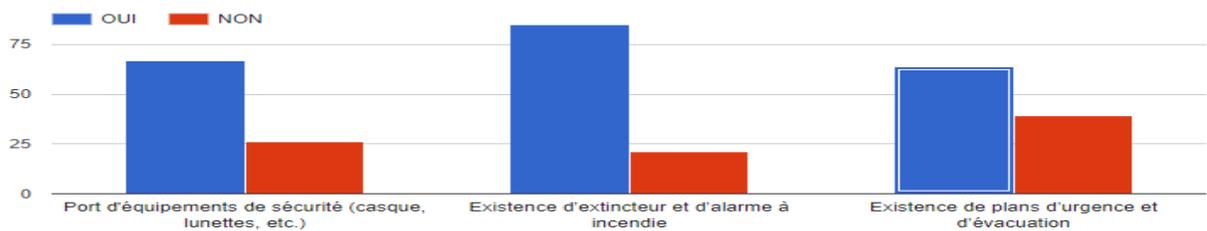


Figure 7: Actions des entreprises en matière de santé et sécurité au travail

10.10 Facilite l'intégration sur le marché du travail de :

* Jeunes et de stagiaires	87%	13%	
* Personnes en situation d'handicap	31%	69%	

10.11 Respect des obligations légales :

10.11 Respect des obligations légales :

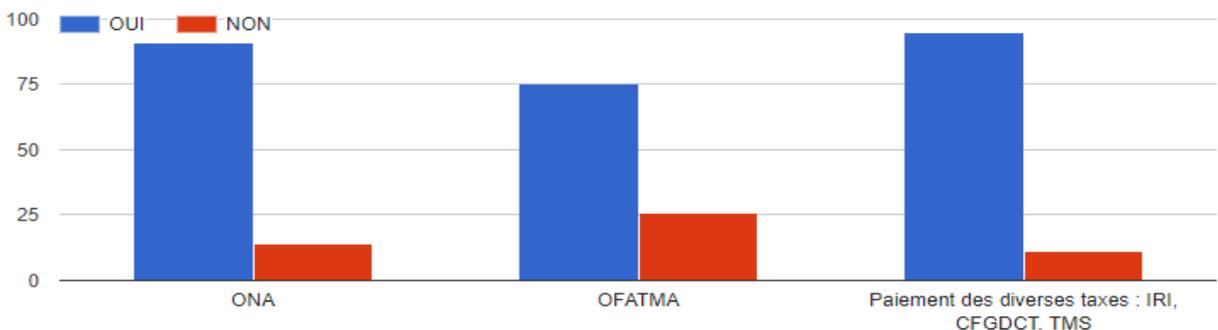


Figure 8: Les entreprises et leur paiement des obligations légales relatives à leurs employés

Les réponses relatives à la question de l'équité de genre (10.6) méritent un peu plus d'attention. En effet alors qu'à priori 44% contre 45% des entreprises ont déclaré employé autant d'hommes que de femmes, l'analyse des commentaires nous révèlent une toute autre réalité. En effet, 60% des entreprises n'emploieraient pas autant de femmes que d'hommes, donc davantage en situation d'inéquité contre 40% d'entreprise qui seraient en situation d'équité de genre. Cet écart dans les pourcentages, s'explique principalement par le fait qu'il y ait dans la réalité, mécompréhension du concept d'équivalence d'emploi hommes/femmes ou de concept d'équité de genre en emploi. Cette mécompréhension est à deux niveaux :

- a) Une entreprise à 60% d'hommes vs. 40% de femmes se considère en situation d'équité de genre puisqu'elle considère avoir intégré beaucoup de femmes dans un environnement traditionnellement masculin.
- b) Des entreprises évoluant dans des secteurs où les emplois sont traditionnellement féminins (santé/Infirmières; secrétaires/réceptionnistes, ouvrières de factories), se considèrent aussi en équivalence puisqu'elles considèrent prioriser l'emploi de femmes.

Cette incompréhension du concept d'équité de genre fait donc ressortir pour le secteur privé et pour tous les acteurs œuvrant sur cette thématique, une opportunité certaine de correction.

Des autres initiatives mentionnées pour développer un environnement de travail sain, on retrouve :

- Une forte concentration autour des initiatives dites « productives », à la base de la pyramide des besoins de Maslow, telles que : a) les diverses formes de primes, de bonus ou de participation aux ventes ou aux profits b) La reconnaissance individuelle via les formes d'employés du mois ou de l'année c) des cadeaux divers et mêmes des tarifs privilégiés sur les produits et services de l'entreprise.
- Plusieurs initiatives de niveau intermédiaire favorisant le bien-être et le développement de l'employé telles que : a) l'aménagement d'espace de travail agréable b) l'organisation de retraites favorisant « les team building » c) la flexibilité des horaires de travail d) le développement de carrière d) L'espace de gym en milieu de travail
- Plus rarement des initiatives tournées vers le partage et la communauté notamment à travers des visites de sites culturels ou encore de journée de solidarité avec la communauté.

**B- Pilier relatif aux Consommateurs:**

Sous ce pilier on retrouve toutes les questions relatives à la protection des consommateurs et à la relation clients. Ceci inclue plusieurs notions telles que les pratiques de commercialisation loyales, d'information des consommateurs quant au contenu des produits, de leur provenance et des risques, de l'information quant aux contrats, de la santé et sécurité des consommateurs, de l'accessibilité aux services essentiels, de l'éducation et de la sensibilisation des clients (empower), des approches promouvant la consommation durable, du service après-vente et de la résolution de litiges, de la protection des données et de la vie privée des consommateurs, etc.. Ce pilier touche notamment les ODD suivants :

ODD prioritaires adressés	ODD secondaires adressés
<b>ODD 9 :</b> Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	<b>ODD4 :</b> Assurer l'accès à l'éducation et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (4.3 et 4.4) <b>ODD 10 :</b> Réduction des inégalités

Les réponses des entreprises sur ce pilier se présentent tel que suit :

		OUI	NON	PRÉCISER
<b>CLIENTS</b>	10.14 Informe correctement sur les produits et services (contrats)	93.2%	6.8%	
	10.15 Les produits et services sont sécuritaires pour les clients	95 %	4.9%	
	10.16 Mesure systématiquement la satisfaction de ma clientèle	90% *	9%	*Le dialogue client est le moyen privilégié. 12 % font des enquêtes / sondages
	10.17 Gère les plaintes et offre un service après-vente	91%	9%	

La notion d'accessibilité aux services essentiels est très peu connue par les entreprises. Les grandes maisons de commerce et institutions financières semblent y être les plus familières dans la mesure où leurs produits, notamment l'accès au crédit, offrent à leurs clients des perspectives de développement, de croissance et d'accès à des produits essentiels (énergie, moyen de production, etc. ). Il y a donc là aussi, une opportunité pour les entreprises, d'innover et d'améliorer l'accessibilité des clients aux services essentiels, facteur qui pourrait avoir un impact considérable pour la croissance économique et la productivité des entreprises.

Une majorité d'entreprise affirment éduquer et sensibiliser leurs clients soit 82% contre 17% ceci, soit relativement à leurs produits et services mais de plus en plus sur des sujets externes notamment via des journées portes ouvertes, des visites de leurs installations, des conférences, des *webinars*, des activités de partage, etc. . Ces statistiques laissent entrevoir des opportunités de renforcement de la clientèle et d'un marketing de contenu à plus grande valeur ajoutée pour les consommateurs.

Parmi les autres initiatives reliées à la clientèle mentionnées par les entreprises, citons :

- Des programmes de fidélisation et de primes;
- L'offre de garantie et le retour de produits à date d'expiration proche;
- L'organisation de jeux ou de concours;
- L'établissement de réseaux de communication systématiques à travers des leaders formels et informels.

***C- Pilier portant sur la Loyauté des pratiques d'affaires:***

Sous ce pilier on retrouve toutes les questions relatives à la loyauté des pratiques d'affaires, à la chaîne d'approvisionnement et à la relation avec les fournisseurs. Ceci inclue plusieurs notions telles que la concurrence loyale, le respect des droits de propriété, la lutte contre la corruption, la promotion de valeurs responsables dans sa chaîne de valeurs, le paiement du juste prix, le développement de partenariats productifs, l'engagement dans une politique responsable, etc.. Ce pilier impacte entre autres les ODD suivants :

ODD prioritaires adressés	ODD secondaires adressés
<b>ODD 9</b> : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation.	<b>ODD 12</b> : Promouvoir la consommation et la production responsables

Soucieuses de maintenir leur compétitivité, les entreprises ont adopté certaines bonnes pratiques qui semblent devenir de plus en plus la norme :

## 10.22 Priorise les produits et fournisseurs locaux dans les approvisionnements

97 réponses

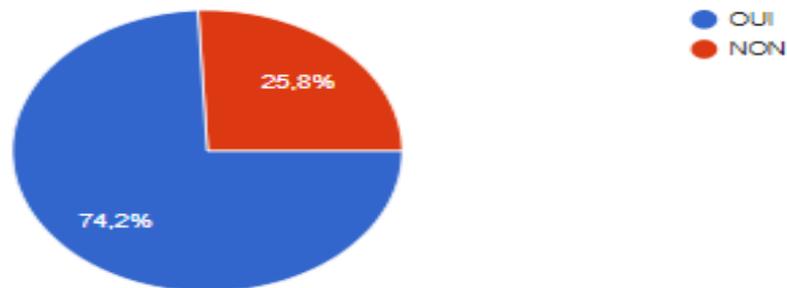


Figure 9: Proportion des entreprises priorisant le « Consommé local » dans leurs approvisionnements.

## 10.23 Favorise la concurrence loyale

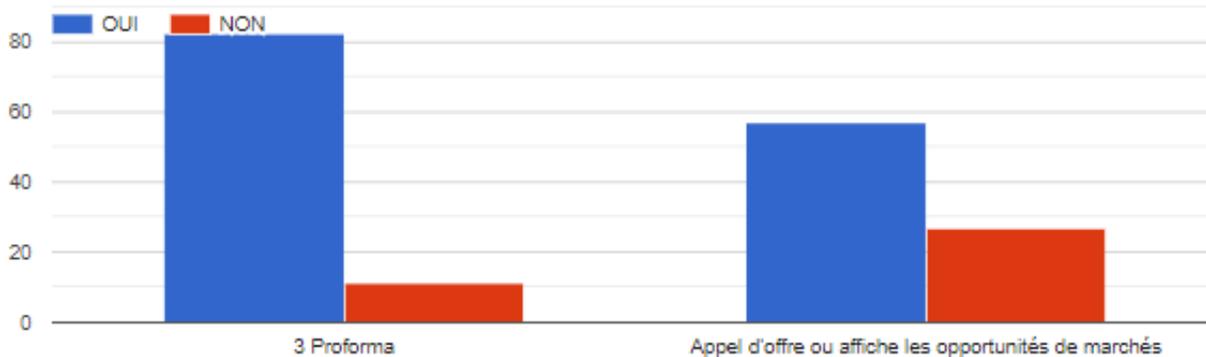


Figure 10: Proportion des entreprises utilisant des pratiques courantes de concurrence loyale

La notion de rapidité de paiements des fournisseurs semble par contre relative. En effet, bien que la plupart des entreprises disent payer rapidement, la norme semble être davantage autour de 30 jours plutôt que 1 à 2 semaines que l'on retrouve dans des économies plus automatisées et dynamiques.

En ce qui a trait aux initiatives responsables impliquant les fournisseurs, beaucoup reste encore à faire. Bien que les entreprises priorisent le relationnel avec leurs fournisseurs ou les notions de respect et de dialogue priment, le partenariat n'est pas souvent mentionné. Cependant, il pourrait

représenter de superbes opportunités de renforcement, de croissance et même d'innovation, tant pour les entreprises que pour leurs fournisseurs.

La propension des entreprises disant utiliser des critères sociaux dans leurs décisions d'approvisionnement laisserait entrevoir une propension à influencer rapidement les comportements des entreprises via des codes de conduite ou des normes spécifiques. Aussi les grands acheteurs, ayant la capacité d'influencer le marché, devrait systématiquement intégrer des critères sociaux dans leurs approvisionnements afin d'obliger leur chaîne de valeur à adopter des comportements plus responsables, ce qui permettrait d'accroître rapidement les impacts et d'améliorer le standard des entreprises.

#### 10.26 Promeut les valeurs durables auprès des fournisseurs via un code de conduite

92 réponses

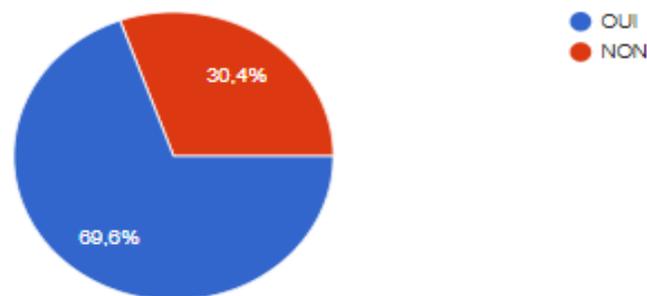


Figure 11: Proportion des entreprises renforçant la RSE de leurs fournisseurs via un code de conduite.

#### ***D- Pilier portant sur la Gouvernance de l'organisation (Actionnaires):***

Sous ce pilier on retrouve toutes les questions relatives à la gouvernance de l'organisation et la relation avec les actionnaires et la société dans son ensemble. Ceci inclue plusieurs notions telles que la reddition de comptes et la redevabilité de l'entreprise quant à ses impacts sur la société, l'économie et l'environnement ce qui équivaut au triple bilan dans les organisations, l'éthique, la transparence, la reconnaissance des intérêts des parties prenantes, l'utilisation adéquate des ressources financières, matérielles et humaines, le trafic d'influence, l'incitation à la corruption, le

respect du principe de l'égalité notamment légales et fiscales, le respect des droits de l'homme et des normes internationales, etc.. Ce pilier intègre notamment les ODD suivants :

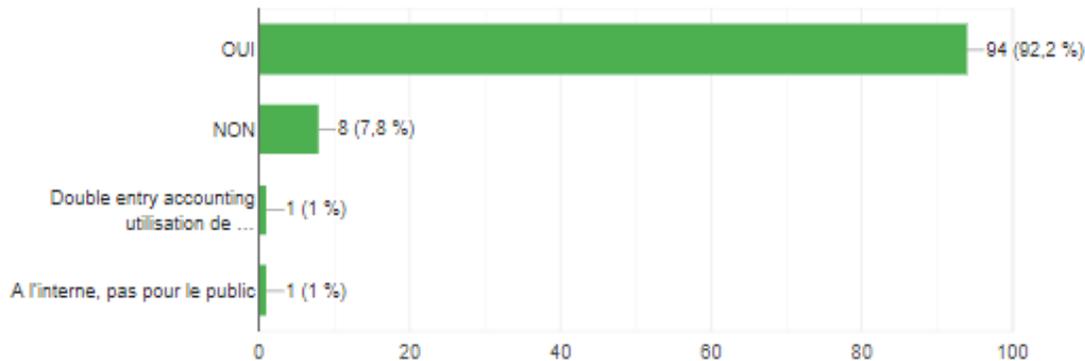
ODD prioritaires adressés	ODD secondaires adressés
<b>ODD 16</b> : Promouvoir la paix, la justice et les institutions efficaces	<b>ODD 17</b> développer des partenariats pour la réalisation des objectifs.

Les réponses des entreprises se présentent tel que suit :

### Engagement RSE - Pilier gouvernance de l'organisation

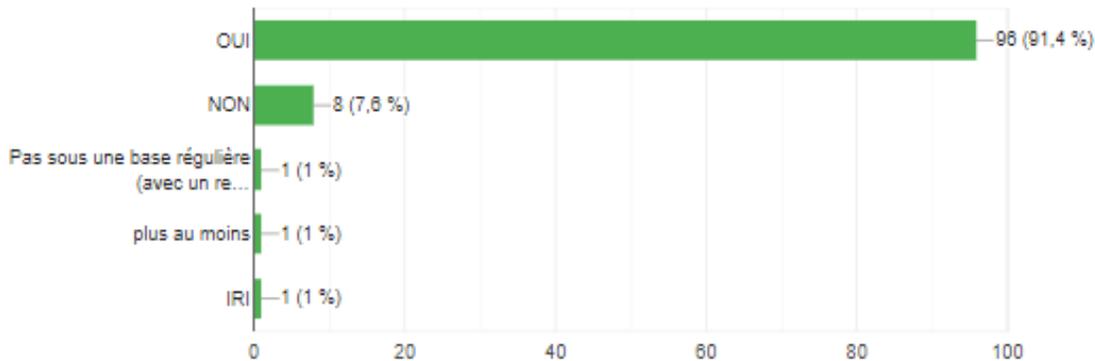
#### 10.28 Tient une comptabilité transparente

102 réponses



#### 10.29 Paie ses taxes

105 réponses



10.30 Lutte contre la corruption via une politique claire & des actions concrètes :

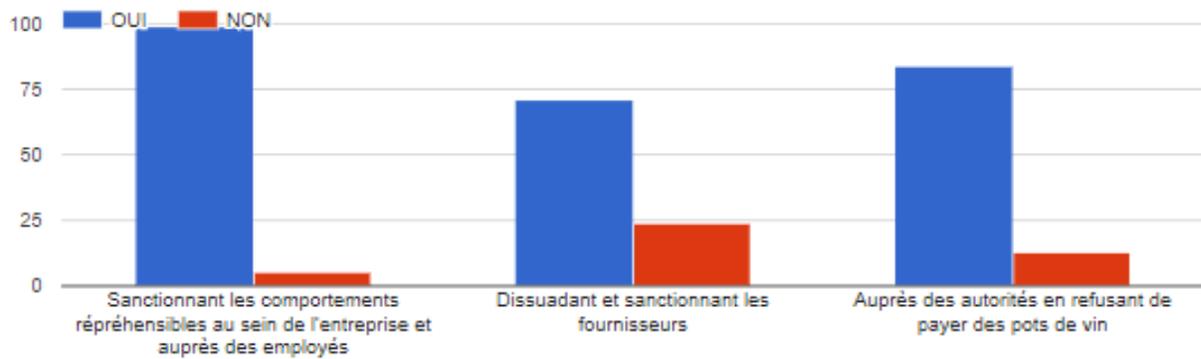


Figure 12: Gouvernance des entreprises: Transparence, fiscalité et lutte contre la corruption

10.31 Monitore a travers des tableaux de bord le triple bilan de l'entreprise :

100 réponses

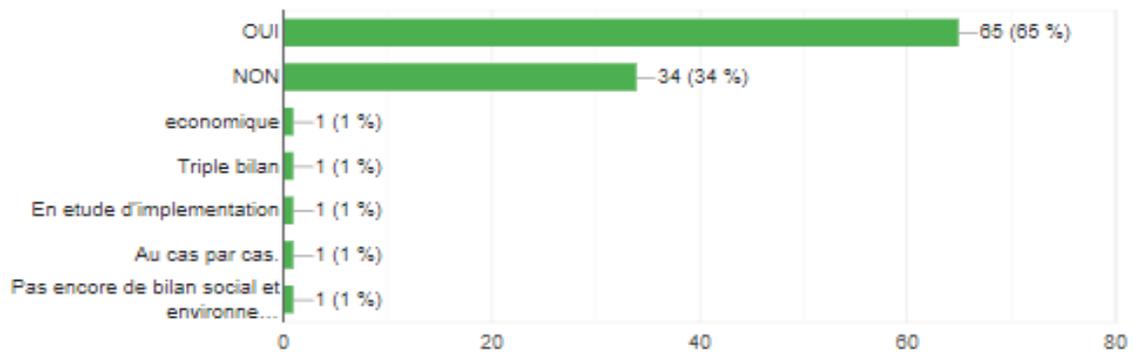


Figure 13: Proportion des entreprises utilisant le triple bilan (économique, social et environnemental).

10.32 Mobilise les associations patronales pour l'adoption de pratiques responsables

100 réponses

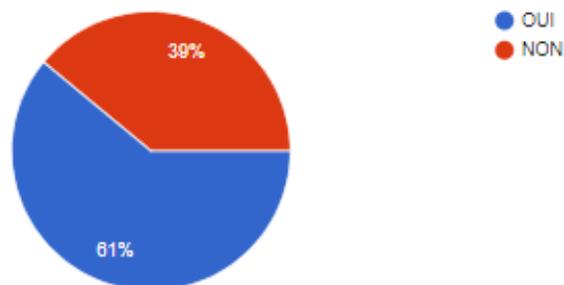


Figure 14: Proportion des entreprises utilisant le lobby des associations patronales pour la RSE.

### 10.33 Communiquer sur ses implications en RSE (reporting)

95 réponses

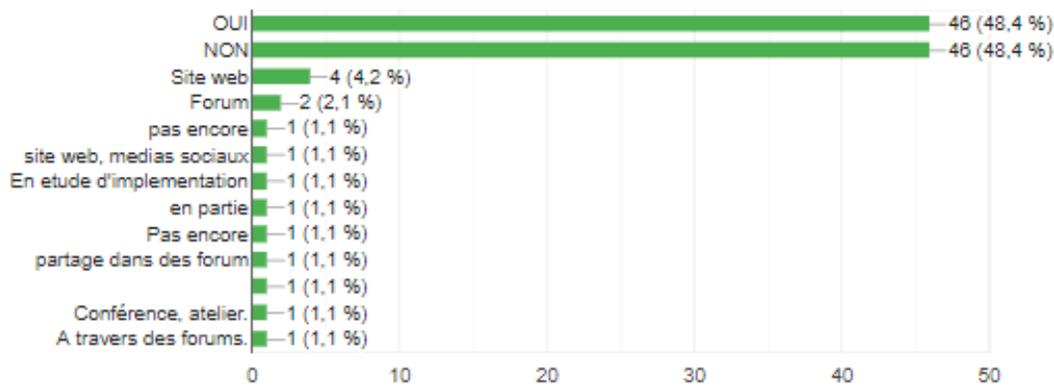


Figure 15: Proportion des entreprises communiquant sur leurs implications RSE.

La section portant sur la gouvernance visait davantage à sensibiliser les entreprises en les interpellant sur leur positionnement actuel et les actions qu'elles entreprennent ou non, qu'à collecter des données réelles fiables. Car il était prévisible que peu d'entreprises allaient répondre qu'elles ont une comptabilité non-transparente d'autant que la tendance progresse maintenant vers les entreprises citoyennes et socialement responsables. En effet, à l'heure où de plus en plus la corruption est décriée, le simple fait de questionner les entreprises sur le sujet, les oblige à prendre conscience de leur part de responsabilité et de l'évolution des mœurs et des pratiques. Si certains comportements étaient relativement courants, tolérés et acceptés dans le passé, ils deviennent de plus en plus honteux, décriés et inacceptables de la part d'une entreprise qui a pignon sur rue.

Quatre autres faits intéressants de cette section, sont :

- 61% des répondants contre 39% mobilisent les associations patronales pour l'adoption de pratiques responsables. Ces statistiques identifient l'opportunité pour les associations patronales d'enrichir leurs rôles de lobby et de réseautage habituels d'un leadership sur les questions de RSE et d'ODD. Ceci est d'autant plus vrai qu'un leadership assumé au sein d'une association, permettrait d'adresser les préoccupations communes de productivité et d'image des entreprises. Ces résultats légitiment à elles seules, la nécessité du code de conduite RSE issue du forum 2 réalisée en décembre 2019. Les associations patronales ont

donc là une opportunité de renforcer auprès de leurs membres l'adhésion à un code de conduite promouvant les pratiques responsables et éthiques.

- b) La grande proportion (65%) des entreprises affirment produire un Triple bilan de l'entreprise tenant compte tant des retombées financières que des retombées sociales et environnementales. Bien que beaucoup d'entreprises ont développé l'habitude de parler d'emplois directs et indirects, notamment dans le secteur du textile, il ne nous avait pas semblé que le secteur privé avait intégré le Triple bilan comme nouvelle norme. Néanmoins, intégrer aux traditionnels bilans financiers des bilans sociaux et environnementaux serait une belle avancée pour le secteur privé. Comme dit précédemment à la section portant sur la gouvernance, à défaut que les réponses soient effectivement fidèles à la réalité, elles auront le mérite d'interpeller et de guider les entreprises vers l'évolution des façons de faire plus responsables et alignées aux normes ISO et à celles du Global Compact des Nations Unies.
- c) L'opportunité, pour les entreprises, de communiquer autour de leur RSE vu que seules 48% des entreprises disent le faire. Or, toutes les retombées attendues en terme « d'image d'entreprise » ne peuvent réellement se matérialiser que si les implications sociales sont réelles, avec des résultats concrets et diffusées. Cette communication des actions RSE est toute aussi importante pour ancrer les entreprises dans leur communauté et en faire de réels « acteurs de croissance et de développement de la société ».
- d) Parmi les pratiques que les entreprises adoptent pour garantir une bonne gouvernance on retrouve :
- Un bon processus de planification;
  - La promotion de valeurs éthiques et responsables au sein de l'entreprise et même voire à l'adoption d'un code d'éthique;
  - La formation tant des collaborateurs que des partenaires;
  - Une gestion transparente et participative;

- Bien sûr, les audits qui s'adaptent mieux aux entreprises d'une certaine taille et comportant plusieurs actionnaires;
- Les certifications ISO qui garantissent le respect de procédures, de façons de faire et de validation de la qualité à travers le traitement des non-conformités;
- Le dialogue avec les parties prenantes afin de dégager des partenariats productifs.

***E- Pilier portant sur l'Environnement:***

Sous ce pilier on retrouve toutes les questions relatives à l'environnement. Ceci inclue tant les aspects de protection de l'environnement, de prévention de la pollution, de l'utilisation responsable des ressources que les aspects de renouvellement des ressources, de la réhabilitation des habitats naturels, de l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.

Ce pilier intègre notamment les ODD suivants :

ODD prioritaires adressés	ODD secondaires adressés
<p><b>ODD 6 :</b> Garantir l'accès à l'eau relativement à la gestion durable de la ressource</p> <p><b>ODD 7 :</b> Portant sur l'accès et l'utilisation des énergies propres et durables</p> <p><b>ODD 11 :</b> Favoriser le développement de villes et de communautés durables</p> <p><b>ODD 12 :</b> Promouvoir la consommation et la production responsables</p> <p><b>ODD 13 :</b> Relativement à la lutte contre les changements climatiques</p> <p><b>ODD 14 :</b> Préserver la vie aquatique et exploiter durablement les ressources.</p> <p><b>ODD 15 :</b> Préserver les ressources terrestres.</p>	<p><b>ODD 9 :</b> Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</p> <p><b>ODD 17 :</b> Partenariats pour la réalisation des objectifs.</p>

Les réponses des entreprises se présentent tel que suit :

### 10.35 Mesures mises en place pour utiliser de façon responsable les ressources

92 réponses

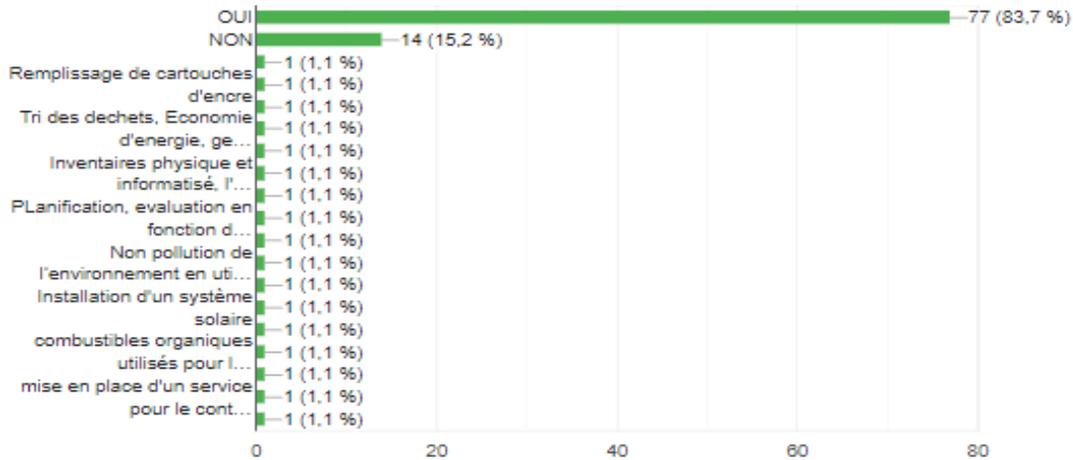


Figure 16: Utilisation responsables des ressources

### 10.36 Mesures mises en place pour limiter la pollution et les impacts environnementaux :

99 réponses

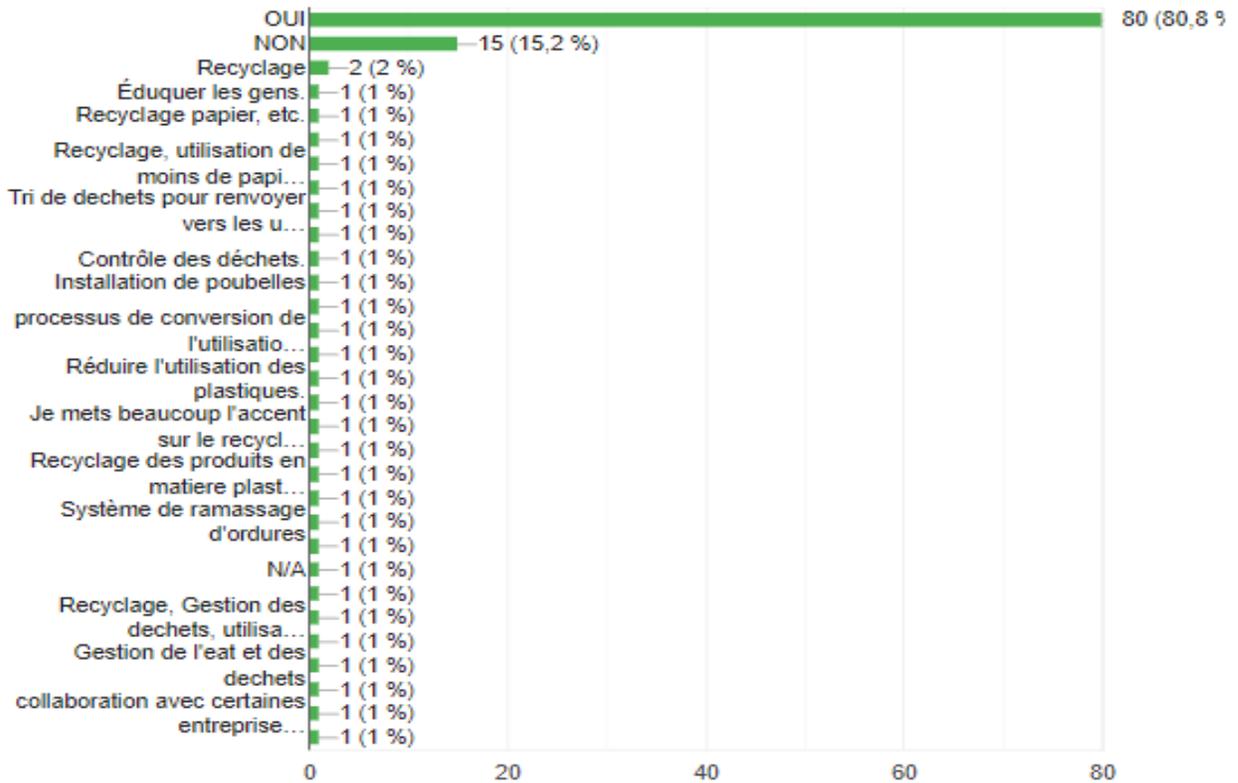


Figure 17: Proportion des entreprises travaillant à limiter leurs impacts environnementaux.

10.37 Mesures Proactives pour protéger l'environnement et/ou assurer le renouvellement des ressources naturelles :

98 réponses

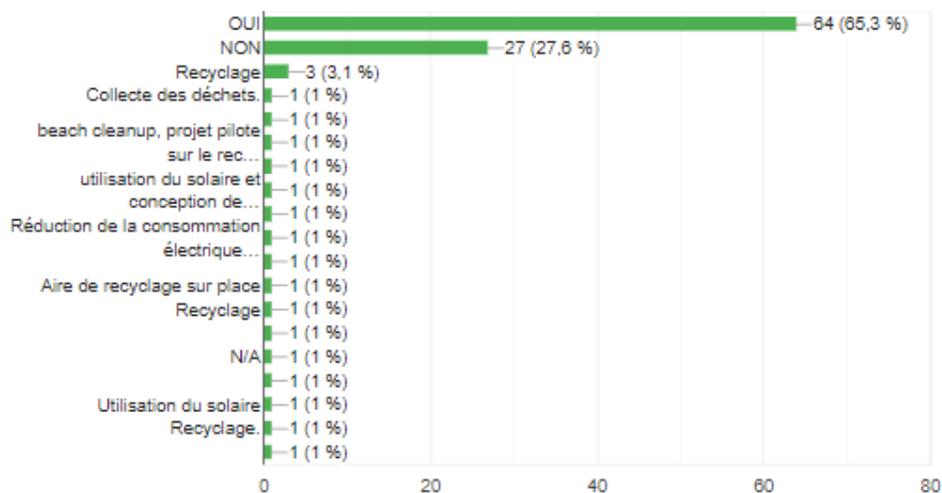


Figure 18: Proportion des entreprises travaillant à protéger l'environnement.

Les graphes ci-hauts nous montrent un intérêt et une sensibilité des entreprises aux questions environnementales, puisque 80% des entreprises disent avoir mis en place des mesures pour limiter leurs impacts environnementaux contre 15% qui n'ont aucune mesure dans ce sens.

77% des entreprises disent avoir mis en place des mesures pour l'utilisation responsable des ressources. Parmi les pratiques mises en œuvre visant à promouvoir la consommation durable des ressources et à protéger l'environnement, on retrouve :

- Le recyclage des déchets notamment du plastique, du carton, du papier, etc. Cet aspect est revenu fréquemment dans les réponses et représente une réelle opportunité pour les acteurs de ce secteur, ce en terme de partenariat que de possibilités de capitaliser sur un changement de comportements à grande échelle.
- L'utilisation de l'énergie solaire;
- La gestion de l'eau à travers des équipements adaptés pour éviter le gaspillage;
- Les systèmes d'évacuation des eaux usées;
- L'utilisation de biomasse pour la combustion;
- La réduction des impressions dans les bureaux et le remplissage de cartouches d'encre;

- La promotion du reboisement de diverses façons : planter, des « cadeaux » sous forme de graines ou de plantules, support à des organismes directement impliqués.

**F- Pilier portant sur les communautés et le développement local :**

Sous ce pilier on retrouve toutes les questions relatives à l’implication auprès des communautés et au développement local. Ceci inclue les implications dans l’éducation, la culture, la santé, la création de richesse et de revenus, la création d’emplois, le développement des compétences, le développement et l’accessibilité aux technologies, enfin, divers aspects relatifs à l’investissement dans la société et au bien commun. Ce pilier intègre notamment les ODD suivants :

ODD prioritaires adressés	ODD secondaires adressés
<b>ODD 10</b> : Réduction des inégalités	<b>ODD 2</b> : Éliminer la faim
<b>ODD 1</b> Éliminer la pauvreté sous toutes formes	<b>ODD 3</b> : Permettre à tous de vivre en santé
<b>ODD 8</b> : Portant sur le travail décent et la croissance économique	<b>ODD 4</b> : Assurer l’accès à l’éducation
<b>ODD 9</b> : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l’innovation	<b>ODD 6</b> : Garantir l’accès de l’eau à tous
	<b>ODD 11</b> : Favoriser le développement de villes et de communautés durables

Les réponses des entreprises se résument tel que suit :

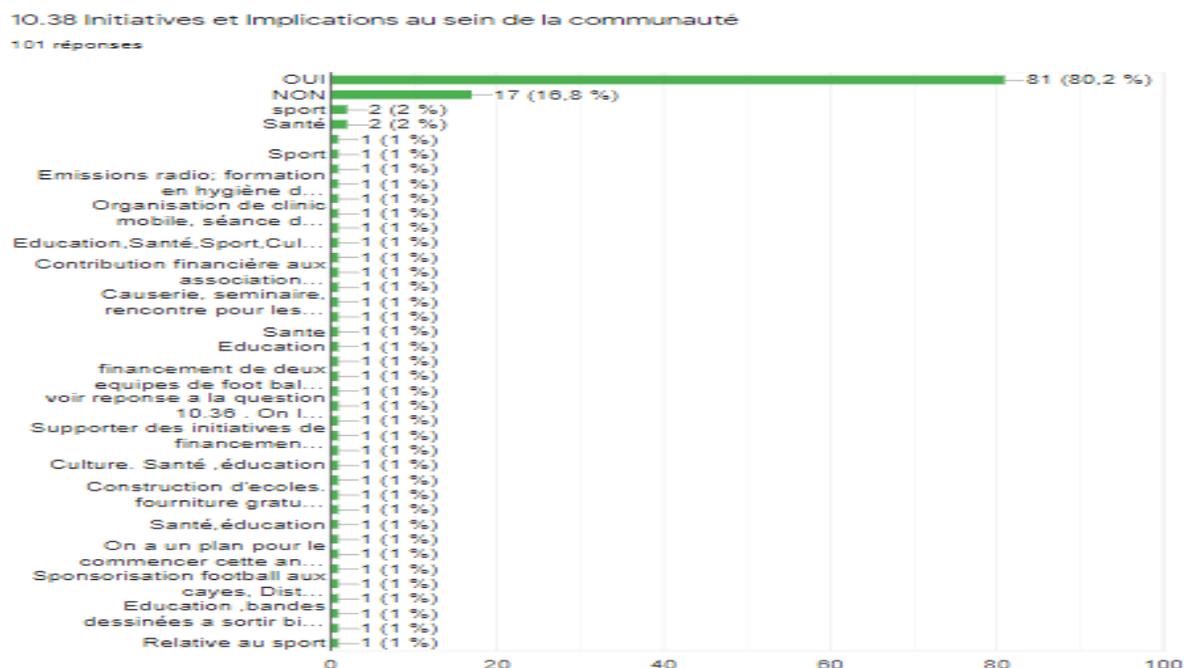


Figure 19: Proportion des entreprises s'impliquant dans des activités communautaires.

### 10.39 Initiatives et Implications visant à créer de la richesse au sein de la communauté

96 réponses

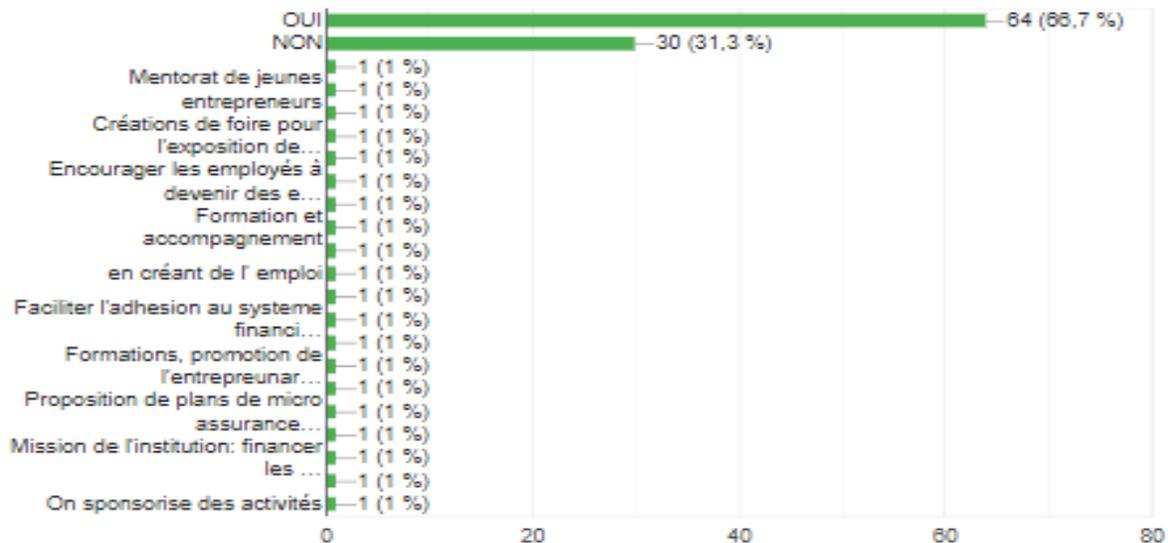


Figure 20: Proportion des entreprises s'impliquant dans des activités RSE créatrices de richesse.

Les réponses de la section communauté et développement local font ressortir les points suivants :

- 81% des entreprises interviennent dans des actions au sein de leur communauté contre 17% d'entreprises qui ne le font pas. Les secteurs prioritaires demeurent la santé, l'éducation et le sport. Cependant, les entreprises semblent financer/sponsoriser toute autre activité de la communauté.
- La notion de création de richesse, mis à part les activités mêmes de l'entreprise semble déjà moins naturelle pour les entreprises car le taux de participation tombe à 64%. Celles qui s'impliquent vont prioriser la promotion de l'entrepreneuriat sous différentes formes : financement, mentorat, l'accès au crédit, etc.
- Encourager les employés à s'impliquer dans la communauté est encore moins évident pour les entreprises puisque seules 52% le font contre 47% des entreprises qui n'encouragent pas nécessairement leurs employés. La notion d'implication communautaire, est souvent comprise par les entreprises, comme étant des activités de marketing et de représentation. Or elle est différente et renvoie davantage à un partage avec la communauté. Quelques entreprises encouragent les employés à participer à des journées de mobilisation

d'entreprise avec des thématiques autour du reboisement, de l'éducation, du partage d'expérience, de participation à des collectes de sang, etc. Cependant, les entreprises n'ont pas encore saisi le plein potentiel de ces journées communautaires pour renforcer les valeurs de l'entreprise, développer le travail d'équipe et promouvoir l'image corporative tout en contribuant à une cause.

Alors qu'au début du questionnaire les entreprises s'engageaient principalement pour des motifs de productivité et d'image d'entreprise, les résultats qu'elles attendent de leurs actions sont plus inclusives. Bien sûr, les notions précitées demeurent mais elles sont souvent couplées à une vision plus large et impactant la communauté, telle que: être une entreprise modèle pour la communauté, contribuer au développement économique, à la création de richesse, au développement durable, améliorer leur secteur, améliorer le climat social, aider et soutenir la communauté.

#### 5.4 Section relative à l'implication éventuelle des entreprises au salon de la RSE

Dans cette section qui nous permettait de préparer au mieux la prochaine activité prévue soit le salon de la RSE, 4 questions avaient été posées :

- a) Identifier les entreprises intéressées à partager leur expérience

12- Dans la perspective où on organiserait un salon de la RSE visant à promouvoir les pratiques responsables des entreprises, votre entreprise serait intéressée à:

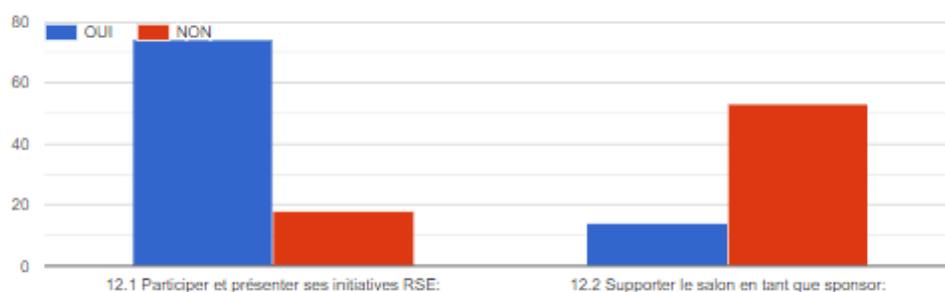


Figure 21: Proportion des entreprises intéressées à être partie prenante d'un éventuel salon de la RSE.

- b) Identifier les entreprises intéressées à soutenir financièrement la réalisation du salon

14 entreprises ont manifesté leur intérêt à contribuer. Ceci est d'autant plus intéressant que ces entreprises ne sont pas toutes socialement engagées mais ont manifesté leur volonté à le faire.

c) Le lieu le mieux adapté à ce type d'activité.

3 sites répondant aux caractéristiques logistiques recherchées avaient été proposés. Le choix des répondants s'est porté sur l'institution St-Louis de Gonzague.

12.3 Dans la perspective de la tenue de ce salon de la RSE, préciser votre ordre de préférence quant au lieu de l'événement :

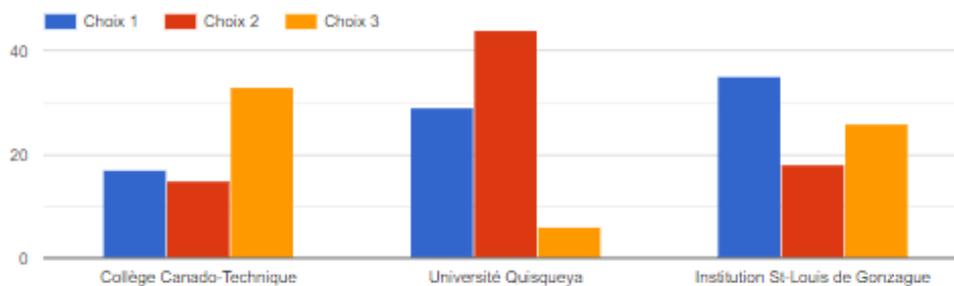


Figure 22: Préférences des entreprises sur le lieu éventuel pour la tenue d'un salon de la RSE.

d) Le moment qui serait le plus approprié pour le Salon

12.4 Dans la perspective de la tenue de ce salon de la RSE, préciser votre ordre de préférence le jour de l'événement :

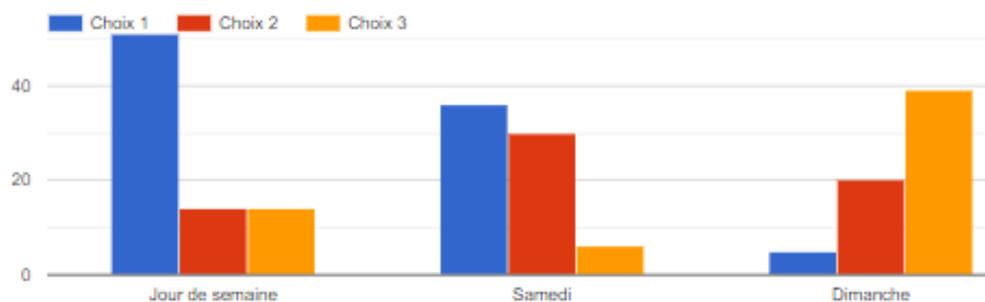


Figure 23: Préférences des entreprises quant au jour éventuel de la tenue d'un salon de la RSE.

Enfin, pour terminer la collecte d'information, les participants étaient invités à faire part de leurs commentaires et de leurs suggestions. Quarante-six (46) répondants ont partagé leurs commentaires que nous résumons dans le tableau synthèse suivant.

Tableau 5: Synthèse des commentaires et suggestions des participants à la cartographie

Commentaires et suggestions	Qté	%
La nécessité de <b>promouvoir la RSE</b> pour continuer son expansion au sein des entreprises	12	21.05%
Poursuivre les <b>activités de formation</b> sur la RSE	6	10.53%
La difficulté de participer au salon car l'entreprise est en <b>Province</b>	6	10.53%
<b>Salon de la RSE lieu et moment propice</b> compte tenu des troubles sociaux, contraintes de sécurité et contexte économique	5	8.77%
<b>Compliments</b>	5	8.77%
Besoin de <b>subvention</b> pour intégrer la RSE	4	7.02%
<b>Questionnaire</b> long et pas spécifique à leur réalité	4	7.02%
<b>Disposer à Participer</b> à toute activité permettant l'avancement de la RSE	3	5.26%
Promouvoir l' <b>éthique et la responsabilité fiscale</b> au sein des entreprises	3	5.26%
Création d'un <b>Réseau RSE</b> pour le partage des bonnes pratiques	2	3.51%
Mesures d' <b>accompagnement</b> disponibles pour intégrer la RSE au sein de leur entreprise	2	3.51%
Importance d' <b>inviter les jeunes/étudiants</b> dans les activités portant sur la RSE	1	1.75%
<b>Impliquer</b> les acteurs gouvernementaux et communautaires	1	1.75%
Supporter le concept de <b>zone d'intervention cible</b> pour concrétiser les actions	1	1.75%
RSE, ligne de base et <b>mesure d'impacts</b>	1	1.75%
RSE, engagement à <b>long terme</b> de la société pour aller vers le développement	1	1.75%
<b>Total</b>	<b>57</b>	<b>100.00%</b>

## **6 Recommandations**

Bien que plusieurs pistes d'opportunités ont été identifiées, tout au long de la présentation des résultats, nous tenons à faire ressortir dans cette section les recommandations adressées aux divers intervenants.

Le chemin est encore long pour atteindre les Objectifs de Développement Durable visés pour 2030. Aussi est-il clé que chaque acteur apporte sa contribution afin de poursuivre voir même accélérer l'implication responsable des entreprises et ainsi contribuer à l'agenda 2030.

Aussi, formulons-nous à chacun les recommandations suivantes :

### **6.1 Aux entreprises :**

- Les réponses à la cartographie ont dégagé plusieurs pistes de produits et services qui pourraient être développées et qui trouveraient preneurs sur le marché. En effet, entre les absences de certains outils ou de certaines pratiques telles que les règlements de travail ou les grilles salariales que les entreprises du secteur pourraient développer, les répondants ont démontré notamment dans les piliers environnementaux et communautaires être prêts à accueillir de nouvelles pratiques telles que le tri des déchets, le recyclage de divers produits, etc. Aux entreprises maintenant d'innover et de capitaliser sur ces perspectives.
- D'adhérer aux valeurs de la RSE et des ODD et y engager sérieusement la gouvernance de l'organisation. Ceci doit pouvoir se matérialiser dans les décisions et les pratiques concrètes de gestion notamment en ce qui a trait au respect des lois et règlements relatifs aux conditions de travail (ONA, OFATMA) et au respect de leurs obligations fiscales.
- Analyser leurs enjeux, défis et opportunités en regard des 7 questions centrales de la RSE et engager le dialogue avec les parties prenantes de l'entreprise.
- Identifier les priorités et dégager une stratégie RSE, intégrée à la stratégie d'entreprise afin non seulement d'améliorer leur compétitivité mais surtout d'accroître leur ancrage communautaire.
- Concentrer leurs efforts et ressources sur une stratégie RSE définie, pour éviter de se disperser et mesurer les avancées réalisées.

- Dégager périodiquement le triple bilan de l'entreprise (économique, social et environnemental) pour valoriser les efforts et communiquer autour de ceci pour contribuer au relèvement des standards.
- Intégrer les ODD dans les critères d'approvisionnement, d'investissement responsable et de finance durable.
- Promouvoir la consommation locale comme principal moyen de création de richesse et explorer les possibilités de partenariat pour renforcer les acteurs, favoriser la croissance et l'innovation.
- Établir des passerelles afin de maintenir le dialogue avec les parties prenantes : employés, clients, fournisseurs, communautés, associations patronales, etc.
- S'impliquer dans le lobby pour l'amélioration du climat des affaires en Haïti.

## **6.2 Aux associations patronales**

- Engager clairement leur association dans une stratégie d'entreprises responsables conformément aux ODD. Ceci implique de :
  - o Mettre en place au sein des associations patronales des commissions de travail renforçant les activités et actions RSE
  - o Faire la promotion des valeurs responsables et éthiques tel que présenté dans le code de conduite élaboré suite au Forum 2.
  - o Encourager leurs membres à adhérer à un code de conduite responsable et à intégrer le triple bilan dans leur mode de gestion (Économique, social et environnemental).
  - o Promouvoir des modèles d'entreprises responsables
  - o Faire la formation pratique pour leurs membres sur divers sujets reliés à la RSE et aux ODD et leur offrir des outils et des accompagnements pour améliorer leurs pratiques. Parmi les thématiques qui pourraient être couvertes citons notamment celles reliées aux points suivants :
    - a) Établir le dialogue avec les parties prenantes et comment intégrer à la stratégie d'entreprise, une stratégie RSE performante.

- b) Conditions de travail : les règlements de travail, l'équité de genre, les grilles salariales, engagement du dialogue social
  - c) Loyauté des pratiques d'affaires : concurrence loyale intégration de critères responsables dans les approvisionnements,
  - d) Protection du consommateur : santé et sécurité du consommateur, l'étiquetage et la conformité des produits à des standards internationaux, la protection des données et de la vie privée, le concept de services essentiels et leurs accessibilités
- Canaliser et structurer les efforts de leurs membres en matière de RSE et d'avancement des ODD pour accroître les impacts.
  - Intégrer la RSE et les ODD aux stratégies de lobby et de réseautage
  - Maintenir un plaidoyer actif sur la RSE en alignement avec les ODD ceux auprès des divers intervenants :
    - Afin que tous les acteurs instaurent une dynamique de lutte contre la corruption, de transparence, de reddition de comptes et d'audit des fonds alloués sur quel que soit les projets.
    - Pour que tous intègrent les ODD et les pratiques responsables dans leurs critères de passation de marché. Ceci contribueraient au relèvement global des pratiques d'affaires. Une structure d'inspection pourrait même être envisagée afin de confirmer la mise en place de ces pratiques responsables.
    - Auprès des instances étatiques : pour exiger la mise en place des mesures luttant contre la corruption et favorisant la croissance économique et durable tel que recommandé dans la section « recommandations au gouvernement ».
    - Des coopérations internationales : supporter Haïti dans la lutte contre la corruption notamment à travers la législation internationale et les poursuites légales et placer cette thématique au même niveau de crimes contre l'humanité puisqu'il dénie à une nation l'espoir au développement.
    - Des bailleurs de fonds et institutions financières : Budgétiser des fonds pour des initiatives privées et ou Mixtes contribuant à l'avancement des ODD.

### **6.3 Aux partenaires de la société civile.**

- Faire des ODD et de la RSE un sujet du dialogue social pour que ceux-ci soient intégrés comment étant le nouveau standard acceptable et promouvoir la responsabilité citoyenne au sein de la société.
- Renforcer les partenariats avec les entreprises sur des questions spécifiques afin d'optimiser les impacts tout en évitant une approche de saupoudrage.
- Maintenir les pressions pour faire de la reddition de compte, de la transparence une réalité afin de lutter contre la corruption.
- Intégrer des cibles et des indicateurs pour suivre les avancées des différents acteurs en ce qui a trait aux ODD. Des observatoires de surveillance peuvent être des outils de surveillance et de renforcement.

### **6.4 Au gouvernement**

En tant que régulateur et leader principal de l'action publique l'État a un rôle majeur à jouer et ne peut se limiter au cosmétique. Par son exemple, ses lois, décrets et mise en application de ceux-ci, L'État donne le ton et impulse la dynamique. Sans se lancer dans un jugement de l'État, longue est la liste des recommandations aux instances étatiques qui rejoignent des éléments déjà présentés dans nombre de rapports et décriés par nos actualités plus que turbulentes. Plus l'État tardera à mettre en œuvre certaines recommandations, plus la situation économique, sociale et politique ira en se détériorant. Les problématiques étant très inter-reliées, nous nous limiterons dans ce présent rapport qu'à des questions urgentes, à fort impact et à faible cout :

- Avoir la volonté réelle d'engager le pays sur la voie du développement conformément aux ODD et le démontrer via des décisions et actions réelles. Cet aspect adressant directement la question de la gouvernance de l'État et de fait du pays.

De plus, une action concertée et coordonnée des différentes instances gouvernementales, orientée vers des objectifs spécifiques devraient favoriser l'avancement des ODD

- S'attaquer avec fermeté contre la corruption qui gangrène le pays ce dans les plus hautes instances de l'État et de la société. Ce point à lui seul impacterait l'ensemble des entreprises et des citoyens et contribueraient non seulement à l'amélioration des pratiques d'affaires

mais aussi participeraient à la création de richesse collective puisque tous gagneraient en productivité en plus de « libérer » des fonds habituellement perdus en corruption pour être potentiellement réinvestis dans l'économie.

- Développer aux sein des instances publiques une culture de reddition de comptes et de transparence pour contrer la corruption.
- Engager une réforme en profondeur de l'état et du cadre légal. Cette réforme débutant par la loi mère, la Constitution puisque sources majeures d'instabilité politique et sociale. Elle devrait toucher les lois relatives aux droits de l'homme, aux droits des affaires, à la lutte contre la contrebande afin de construire un écosystème favorisant le développement économique et la croissance dans une perspective de durabilité.

Parmi les incontournables citons: le registre du cadastre, le respect de la propriété privé, l'accélération des procédures de création d'entreprises, le renforcement de la justice et la lutte contre l'impunité, etc.

- Un incontournable de taille réside dans la formalisation des 80% des entreprises relevées qui œuvrent dans l'informel. La RSE commence déjà à ce niveau. Cette formalisation en plus d'accorder une identité légale à ces entités, auraient un impact majeur sur l'économie puisqu'elle ouvrirait, pour les entreprises, la voie à l'accessibilité de divers services essentiels tels que l'accès au crédit et au financement, les services assurantiels, etc. ainsi que des opportunités de renforcement, d'accompagnement et de croissance.
- Mettre en œuvre la loi portant sur la Couverture Universelle en Santé afin non seulement d'améliorer la qualité des emplois déjà existants mais aussi d'améliorer l'accès à un service essentiel qu'est la santé.
- Offrir des incitatifs réels aux entreprises pour qu'elles s'engagent dans des démarches de Responsabilité Sociale à hauts impacts.
- Développer une dynamique de partenariats publics/privés effectifs pour soutenir les grands dossiers porteurs de développement et contribuant à l'avancement des ODD. Ces partenariats seraient particulièrement appropriés sur les thématiques d'accès à l'eau tel que discuté lors du dernier forum sur l'eau organisé par la CCIHC en avril 2019, sur l'accès à l'électricité, sur les services de transport, les questions environnementales, etc.

Une telle approche permettrait d'optimiser les « investissements » en argent et en effort tout en accroissant les impacts.

- L'État étant lui-même un moteur de l'économie, devrait intégrer les ODD dans les critères de passation de marché.

## 7 Leçons apprises

Selon nos divers indicateurs : nombre d'entreprises sollicitées, nombre de répondants, les données et commentaires recueillies, nous pouvons dire que pour la première fois, une Cartographie de la RSE a été établie et les objectifs de départ ont été atteints :

- a) Réaliser une cartographie des entreprises qui font de la RSE
- b) Sensibiliser les entreprises Haïtiennes sur leurs actions RSE et leurs apports aux ODD
- c) Établir une base de connaissance en matière de RSE accessible aux divers acteurs
- d) Poser les bases d'un réseau où les acteurs peuvent partager et s'enrichir mutuellement
- e) Partager les résultats et dégager des perspectives pour l'avancement de la RSE et des ODD

Les leçons apprises suite à la réalisation de la Cartographie sont listées tel que suit:

- Comme pour les activités précédentes, une coordination logistique systématique de la CCIHC a permis que la cartographie soit réalisée.
- Le travail en partenariat sur la thématique de la RSE et des ODD est capital et d'autant plus difficile que :
  - o Les institutions haïtiennes sont faibles et celles du secteur privé ne sont pas épargnées.
  - o La crise socio-politique que connaît le pays depuis juillet 2018 a résulté en un lot de conséquences économiques dramatiques pour le secteur privé puisque plusieurs entreprises ont fermé leurs portes, ont appris les enquêteurs de terrain (évalué à 7% de fermeture d'entreprise en l'espace de seulement 3 mois). Cette situation économique préoccupante pour le pays, couplée à une volatilité de la situation Politico-sociale et la nécessité de gérer les urgences et priorités ont aussi, selon nous, influencés la propension des entrepreneurs à participer à la cartographie.
- La CCIHC dans une perspective de cohérence aux valeurs de la RSE, a utilisé principalement des finissants comme enquêteurs de terrain. En plus de les former sur la thématique RSE, sur l'approche client et sur la façon de remplir l'enquête, ces jeunes ont bénéficié d'une première expérience de travail enrichissante qui leur a permis de développer leur propre réseau de contacts. Deux des neuf jeunes employés pour la cartographie, se sont fait offrir des opportunités en entreprise.

- La RSE et les ODD sont des sujets qui doivent être intégrés au niveau stratégique de l'entreprise et traduits dans les opérations. Le contexte Haïtien fait que nos entreprises n'ont pas une stratégie systématiquement définie, encore moins quelqu'un en charge de ce dossier en entreprise. Ce qui fait que les grandes institutions ont rencontré des difficultés pour répondre à l'enquête, puisque l'information relève de plusieurs départements dans l'entreprise.

Cette intégration au niveau stratégique transparaît aussi dans les valeurs de l'entreprise et sera déterminant quant à l'engagement réel de l'entreprise dans une stratégie de RSE. Aussi simplement, si l'entrepreneur et les hauts cadres dirigeants ont des valeurs alignées à la RSE et aux ODD, les stratégies opérationnelles vont le refléter et se mettre naturellement en place. Si les valeurs de la direction diffèrent, les stratégies opérationnelles conformes à la RSE et aux ODD seront plus difficilement adoptées à moins que le retour sur l'investissement soit immédiat et clairement démontré.

## 8 Conclusion

C'est une grande première qu'une association patronale, grâce au partenariat avec le PNUD, Programme des Nations Unies pour le Développement, ait pu réaliser une cartographie des actions de Responsabilité Sociale des Entreprises haïtiennes. Cette cartographie n'a pas la prétention d'être exhaustive, elle a néanmoins le mérite d'avoir sensibilisé beaucoup d'entreprises à la RSE et mobilisé des entreprises à inventorier volontairement leurs pratiques responsables tout en les orientant vers les normes et standards que promeuvent la norme ISO 26 000, les ODD et le Global Compact des Nations Unies. De plus, elle a permis de briser le mythe que la RSE était le privilège réservé aux grandes entreprises. En faisant ressortir la multiplicité des pratiques RSE, cette cartographie démontre que les bonnes pratiques sont accessibles à toutes les entreprises, indépendamment de leur taille et que les actions mises en œuvre varient selon les priorités, les contraintes et les moyens des entreprises.

Tout en inventoriant les bonnes pratiques des entreprises, cette cartographie a permis d'identifier des avenues ou les acteurs, notamment la CCIHC et le PNUD pourraient continuer le travail en vue de soutenir les efforts du secteur privé à l'atteinte des ODD :

- Le renforcement des entreprises notamment en ce qui a trait aux normes du travail et à l'amélioration des conditions de travail,
- L'équité en emploi;
- Le renforcement de capacités tant des clients que des fournisseurs dans une perspective de création de valeur ajoutée;
- L'amélioration des processus d'approvisionnement pour y intégrer des critères sociaux et environnementaux avec pour objectifs de multiplier les impacts de chaque dollar investi dans l'économie.
- L'accompagnement des acteurs dans l'adoption de comportements éthiques et fiscalement responsables.
- La communication et la diffusion des triples bilans des entreprises pour améliorer les performances et nous orienter enfin vers le développement durable.

Ce ne sont là que quelques pistes. L'avancement des ODD au sein des entreprises n'en est qu'au tout début, puisque le contexte difficile haïtien fait que nos entreprises demeurent très concernées par les préoccupations liées à leurs obligations légales, à leur productivité et à leur image. Cependant il n'en demeure pas moins qu'elles attendent, de leurs comportements plus responsables, non seulement de servir de modèle à d'autres entreprises mais aussi davantage d'apaisement social et de croissance économique qui seraient profitables à l'ensemble de la communauté. Ces attentes dans les résultats, laissent présager que les entreprises sont prêtes, dès que le contexte économique-politique reviendra à une relative stabilité, à s'engager dans des stratégies de RSE systématiques et des comportements plus responsables, alignés aux Objectifs de Développement Durable.

## **9 Annexes**

Les documents suivants seront joints en annexe:

- Formulaire d'enquête
- Plan de formation des enquêteurs.
- Résultats détaillés de l'enquête. (Format papier seul)
- Base de données Excel
- Code de conduite

Ces annexes sont soumises sous forme de documents électroniques complémentaires.

## 10 Références:

- 1) Rapport d'Enquête sur les Micros Petites et Moyennes Entreprises - CFI - Mars 2018 final
- 2) <http://documents1.worldbank.org/curated/en/444921468184438704/pdf/99566-FRENCH-REVISED.pdf>
- 3) <http://www.globalcompact-france.org/p-28-les-10-principes>
- 4) [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte\\_mondial](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte_mondial)
- 5) <https://lenouvelliste.com/article/127668/plus-de-90-des-entreprises-haitiennes-sont-inclassables>
- 6) <https://lenouvelliste.com/article/211516/corruption-haiti-echoue-a-une-168e-place-mondiale-dans-le-classement-de-transparency-international>
- 7) <https://sdg.humanrights.dk/fr/goals-and-targets>
- 8) <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview#1>
- 9) [https://www.brh.ht/wp-content/uploads/tauxdechange\\_chrono.pdf](https://www.brh.ht/wp-content/uploads/tauxdechange_chrono.pdf)
- 10) [https://www.challenges.fr/economie/2-fois-plus-d-entreprises-par-habitant-en-france-qu-aux-etats-unis\\_9841](https://www.challenges.fr/economie/2-fois-plus-d-entreprises-par-habitant-en-france-qu-aux-etats-unis_9841)
- 11) <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ha.html>

- 12) [https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/pdf/db2020/Doing-Business-2020\\_rankings.pdf](https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/pdf/db2020/Doing-Business-2020_rankings.pdf)
- 13) <https://www.ht.undp.org/content/haiti/fr/home/presscenter/articles/2019/bay-biznis-ou-jaret-ou-le-pnud-et-ses-partenaires-appuient.html>
- 14) <https://www.iso.org/obp/ui/#iso:std:iso:26000:ed-1:v1:fr>
- 15) [https://www.lemonde.fr/economie/article/2011/10/31/actions\\_1596288\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2011/10/31/actions_1596288_3234.html)
- 16) <https://www.reponse-conso.fr/quest-ce-que-la-norme-iso-26000/iso26000/>
- 17) <https://www.transparency.org/country/HTI#>
- 18) <https://www.un.org/press/fr/2020/cs14117.doc.htm>
- 19) Rapport OMD Objectifs du millénaire pour le développement : Haïti un nouveau regard. UNDP-HT-HaitiRapportOMD2013\_20140611.pdf
- 20) Recensement des entreprises haïtiennes: Ministère du Commerce et de l'Industrie(MCI). BRIDES, Déc. 2014